



Aussi dans ce numéro

Les jeunes en quête de sens dans un monde incertain	2
Des représentants de la jeunesse s'expriment sur les valeurs des jeunes d'aujourd'hui	4
Les jeunes et la famille	5
Les jeunes et l'école	7

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SUR LA FAMILLE DU QUÉBEC

COMPTE RENDU

«Qu'attend-on des jeunes d'aujourd'hui? Les jeunes et leurs valeurs»

Ce numéro spécial de *Recherches sur la famille* est consacré au compte rendu de notre colloque du 5 novembre 2004, qui avait pour thème : «Qu'attend-on des jeunes d'aujourd'hui? Les jeunes et leurs valeurs». L'événement, organisé en collaboration avec l'Observatoire Jeunes et Société (dont nous reparlerons un peu plus loin dans le document), a attiré 250 personnes d'un peu partout au Québec, oeuvrant principalement dans le milieu communautaire, dans les secteurs de l'employabilité et de l'implication sociale des jeunes, dans le secteur de l'éducation, au sein du monde municipal, des secteurs de la Santé et des services sociaux, des Centres jeunesse, du milieu de la recherche ainsi que de divers ministères et instances parapubliques. De nombreux étudiants ont également saisi cette occasion pour agrandir leur réseau de contacts.

Ce colloque avait comme objectifs, outre de fournir aux participants l'occasion d'échanger avec des chercheurs et des intervenants préoccupés par la thématique jeunesse, de dresser un bilan des connaissances sur les valeurs des jeunes et de favoriser la diffusion de ces connaissances.

Des synthèses de la conférence d'ouverture, des deux tables rondes et de chacun des ateliers de la journée sont présentées ici. Des recensions d'ouvrages récents portant sur les jeunes, ainsi que la présentation de deux sites Web dédiés à la jeunesse viennent compléter le bulletin. À noter que la version électronique de ce document est disponible sur le site Web du CDRFQ, à l'adresse suivante : www.uqtr.ca/cdrfq.

N.D.L.R : Nous tenons à préciser que les textes publiés n'engagent que leur auteur.

- | | | | |
|--|---|--|--|
| 8 ATELIER 3
Les jeunes et le travail | 11 ATELIER 5
Les jeunes et l'engagement social | 14 De la logique de prise en charge à une dialectique de la prise en compte | 20 SITES INTERNET
Observatoire Jeunes et Société
Conseil permanent de la jeunesse |
| 10 ATELIER 4
Les jeunes et le loisir | 12 ATELIER 6
Les jeunes et l'appartenance à une communauté culturelle | 16 Éthique et travail de rue | |

«Les jeunes en quête de sens dans un monde incertain»

Pour comprendre les problèmes que vivent les jeunes d'aujourd'hui, il est indispensable de les resituer dans une analyse du contexte général. Ce contexte est marqué par des changements si profonds, par des bouleversements si fondamentaux, qu'il n'est pas exagéré de dire que nous vivons un temps de mutation.

Un temps de mutation

Dans le champ des relations sociales de production et de gestion de la richesse économique, nous sommes en train de passer des «sociétés industrielles» aux sociétés dites (par manque d'un mot plus précis) «post-industrielles». Dans le champ des relations de gestion de l'ordre politique et de gouvernement de la chose publique, nous passons peu à peu d'un modèle de «démocratie parlementaire» à un nouveau mode d'exercice du pouvoir, que, faute de mieux, je propose d'appeler «démocratie pragmatique». Dans le champ des relations de solidarité collective (entre les multiples groupes d'intérêt plus ou moins divergents qui composent la société), nous sommes en train de passer de l'État dit «providence» à celui que nous appelons depuis peu l'État «social actif». Dans le champ des relations de socialisation et d'intégration, nous passons d'une société fondée sur les principes de devoir et de discipline à une autre fondée sur le droit des individus à l'autonomie et à l'autoréalisation personnelles. Enfin, dans le champ des relations inter-sociales (des échanges entre les collectivités), nous passons du règne des États Nations à des sociétés dont les échanges sont organisés par des réseaux structurés au niveau mondial (ou global).

Ainsi, tous les champs relationnels par lesquels les hommes gèrent les grands problèmes vitaux de leur vie collective sont, depuis quelques décennies, engagés dans de profondes mutations. Prises ensemble, celles-ci forment une grande mutation générale (à la fois technologique, économique, politique, sociale et culturelle) dont nous reparlerons plus loin.

Un temps d'incertitude

Comme toute période de changements très profonds et multiples, l'accouchement est difficile, douloureux, et il s'accompagne d'effets pervers et de tensions qui se traduisent dans la vie quotidienne des gens. Tout le monde (individu ou groupe, jeune ou adulte) vit aujourd'hui ces tensions.

Cependant, il n'est pas difficile de comprendre que certains les vivent plus durement que d'autres : deux variables au moins entrent en ligne de compte : les «capitaux sociaux» et l'âge.

L'appel à la compétition engendre la montée de la précarité, des inégalités, du chômage et, d'une manière générale, de l'exclusion sociale. Or, dans un même temps, l'appel insistant à la consommation fait désirer aux gens des dizaines de biens et de services qu'ils auront bien du mal à se procurer.

L'appel à une nouvelle citoyenneté entre en contradiction flagrante avec le monde politique «traditionnel», qui résiste au changement, et qui s'enfonce peu à peu dans la démagogie, les marchandages, les promesses non tenues, le clientélisme, les scandales, la corruption, les «affaires» et, plus généralement, l'absence de projet politique.

L'appel à l'autonomie, à la responsabilisation des individus, à l'activation, sur lesquelles les élites politiques prétendent fonder le nouveau contrat social, est contredit dans la pratique au moins pour deux raisons : par l'insuffisance des moyens mis à la disposition des services sociaux et des services publics; et parce que la nouvelle politique sociale débouche en réalité sur une «chasse aux profiteurs» et à ceux qui mettent en péril la sécurité publique.

L'appel à l'autoréalisation individuelle et à un rapport réflexif à la norme et à l'autorité entre en contradiction avec le vide normatif et avec l'angoisse existentielle qu'il crée dans la conscience des gens, et surtout des jeunes qui ont davantage besoin de socialisation et d'intégration.

L'appel au pluralisme, à la tolérance envers les différences, à l'interculturalité et à l'inscription des individus dans des réseaux entre en contradiction avec deux traits importants des sociétés d'aujourd'hui : avec la mondialisation, d'une part, et avec les replis communautaires, d'autre part.

Bref, les appels aux nouvelles références culturelles, dans les cinq grands champs de la vie collective, semblent constituer surtout un discours, une grande idéologie dominante, que beaucoup de gens, en particulier des jeunes, perçoivent comme un énorme mensonge, comme une gigantesque manipulation. Ils ont le sentiment de vivre dans

un monde où «*tout est permis mais rien n'est possible*». Évidemment, le propos est excessif : tout n'est pas permis, tout n'est pas impossible et, surtout, pas également pour tous. Mais ce raccourci exprime bien la tension entre le «monde vécu» et le «système», le divorce relatif entre l'individu concret et la société dans laquelle il vit.

Des logiques du sujet

La jeunesse n'est pas une, mais multiple dans ses manières de réagir à ces incertitudes, de gérer cette tension entre l'individu et la société, de rester sujet de sa vie dans un monde bouleversé. L'analyse des discours d'un échantillon de jeunes¹ nous a fait voir qu'on pouvait trouver chez eux *trois grandes conceptions de la réussite* dans la vie : 1) ceux qui ont plutôt choisi de faire ce que la société attend d'eux, qui recherchent avant tout la reconnaissance sociale, pour qui réussir, c'est «se faire une place dans la société»; 2) ceux qui, au contraire, ne croyant plus en la possibilité de restaurer une harmonie entre eux et le monde social, ont plutôt choisi de privilégier la recherche de l'autoréalisation, de l'épanouissement personnel : chercher leur propre voie (voix), de réussir en «devenant soi-même»; et, entre les deux, 3) ceux qui voudraient concilier, faire les deux à la fois, mais qui y arrivent difficilement, échouent souvent, et ne savent plus très bien quoi être, quoi vouloir, quoi devenir dans la vie.

Chacune de ces trois conceptions nous a paru comporter (au moins) deux variantes, selon que nous étions en présence de personnes plus ou moins offensives ou défensives devant leur avenir. Si bien qu'en croisant ces deux variables, nous avons obtenu *six logiques du sujet* :

Deux modes de recherche de la reconnaissance sociale :

1. *Logique de la mobilité*
2. *Logique de l'intégration*

Deux modes de recherche de l'autoréalisation personnelle :

3. *Logique de l'authenticité*
4. *Logique hédoniste*

Deux modes de recherche de la conciliation des deux :

5. *Logique pragmatique*
6. *Logique anomique*

Ces concepts désignent bien des *logiques du sujet*, c'est-à-dire des manières de construire

son identité personnelle en gérant ses relations avec les autres : ce ne sont pas des individus que nous classons ainsi. Les individus sont en effet inclassables, justement parce qu'ils sont sujets, et donc capables, selon les circonstances et les champs relationnels dans lesquels ils agissent, de combiner ces logiques ou de passer de l'une à l'autre.

Des formes d'action collective

En cherchant à être sujets, les individus s'engagent donc dans des logiques d'échange avec les autres et certaines de ces logiques débouchent sur des formes d'action collective que nous pouvons observer aujourd'hui dans nos sociétés.²

Certaines de ces actions collectives concernent directement la production, l'appropriation et la gestion des richesses, et constituent donc, au sens strict, des *luttés de classes* (des mouvements sociaux).

D'autres formes de lutte concernent plutôt l'ordre international néolibéral, la division internationale du travail et les rapports Nord-Sud. Je songe notamment au mouvement alter-mondialiste, mais aussi à d'autres comme Greenpeace, Amnistie Internationale, les mouvements «tiers-mondistes», «humanitaires», et toutes les ONG qui les portent.

D'autres actions encore concernent l'ordre politique interne : les citoyens, en effet, veulent de l'ordre, de la sécurité, du civisme, du pragmatisme, des administrations fiables (justice, police, etc.), un monde politique respectueux de la morale, moins corrompu, plus transparent, moins démagogique, une décentralisation de la fonction publique donc un meilleure proximité du pouvoir, de l'efficacité, de l'expertise, de l'efficience (donc, moins d'impôts!).

Beaucoup de mouvements ont pour enjeux des questions liées au contrat social, à la solidarité instituée. Songeons, principalement, aux actions qui concernent certains secteurs stratégiques, comme la santé (les infirmières), l'éducation (les enseignants, les étudiants, les lycéens), les communications (le personnel des transports en commun), la fonction publique (les fonctionnaires), la sécurité (la police, les gardiens de prison).

Enfin, de nombreuses luttes, et non des moindres, ont pour enjeux l'intégration sociale de toutes les catégories qui se sentent plus ou moins exclues, «out», en marge, de tous ceux à

qui il manque «quelque chose» pour être admis parmi les «normaux» et qui réclament une place dans la société, une reconnaissance sociale de leur existence.

Ces mouvements forment un panorama complexe et sans doute encore incomplet : des acteurs de classe, des groupes internationaux, des forces politiques, des groupes de pression, des acteurs d'intégration. Penser que nos sociétés sont apathiques et individualistes, c'est se fourvoyer lourdement. Il ne faut pas confondre l'individu comme référence centrale du modèle culturel et l'individualisme comme le résultat de la décomposition des liens sociaux.

La montée de nouvelles valeurs

En engendrant des incertitudes dans leur conscience, les grandes mutations que nous avons décrites ci-dessus obligent les individus à être sujets de leur vie, de l'une ou l'autre manière, et engagent beaucoup d'entre eux dans des formes diverses d'action collective. Ce faisant, ils sont en train de changer leur système des valeurs dominantes dans nos sociétés.

Les grandes enquêtes européennes sur les valeurs³ montrent en effet, que depuis 1980, des évolutions persistantes sont en cours, au moins dans tous les pays européens, sinon plus largement dans le monde. Nous avons pu déceler les grandes tendances suivantes :

1. *Le goût de l'intimité et de la convivialité*
2. *La recherche du plaisir et de l'épanouissement au travail*
3. *La méfiance vis-à-vis du politique... mais le retour du civisme*
4. *Le déclin des identités territoriales*
5. *Le désintérêt pour la religion*
6. *La tolérance sélective ou la réciprocité des libertés individuelles*
7. *Le souci d'être soi et d'être libre : la montée de la permissivité*
8. *L'incertitude éthique et l'autonomie*

Une mutation culturelle

Pour faciliter l'interprétation et donner du sens à ces observations, il est utile (et en même temps dangereux car cela peut biaiser le regard) de formuler une hypothèse ou, tout au moins, de se poser une question générale : *ne sommes-nous pas en train de changer de modèle culturel?* Il est relativement aisé de nommer le modèle culturel ancien, celui qui est censé s'affaiblir et qui est peut-être en train de disparaître : celui des sociétés industrielles d'État national. Ses principes de sens reposent

sur une *conception rationaliste de la modernité* : la croyance au Progrès, à la Raison, au Devoir, à l'Égalité, à la Nation.

Nous faisons l'hypothèse que toutes les évolutions que nous constatons depuis quelques décennies *vont dans le même sens*, qu'elles reconstruisent peu à peu une cohérence nouvelle, en renforçant des valeurs qui, si elles étaient déjà présentes dans le modèle antérieur, s'y trouvaient soumises à d'autres plus importantes qu'elles. C'est pourquoi, avec prudence, je propose de parler de mutation culturelle : un nouveau modèle serait en train de se mettre en place, fondé sur une *interprétation subjectiviste de la modernité*.⁴ Cette interprétation subjectiviste placerait en son centre l'individu (avec un grand «i») comme un nouveau «personnage majuscule», un nouveau «dieu», qui constituerait le principe ultime de sens sur lequel se fonderait la légitimité des pratiques dans tous les champs relationnels.

Ce nouveau système de références culturelles, que j'appelle «*modèle culturel identitaire*», reposerait sur des principes de sens fort différents de ceux du modèle précédent, mais pas toujours contradictoires : un appel à la qualité (technique, écologique, éthique, esthétique) de la vie, une valorisation de l'autonomie, de l'indépendance et de la responsabilité citoyennes, un droit des individus à l'autoréalisation identitaire (être bien dans sa tête, dans son corps et dans son cœur), un souci d'équité, de civisme et de sécurité, ainsi qu'un besoin de communication et d'intégration dans des réseaux.

GUY BAJOIT

Université de Louvain, Belgique

NOTES

¹ Voir Guy Bajoit et Abraham Franssen (1995) *Les jeunes dans la compétition culturelle*, Paris, Presses Universitaires de France.

² Il n'est pas possible d'en faire ici l'inventaire. Sur cette question, voir Guy Bajoit (2003) *Le Changement social : approche sociologique des sociétés contemporaines*, Paris, Armand Colin.

³ Voir, pour la Belgique, *L'univers des Belges* (1984); *Belges heureux et satisfaits* (1992) et *Belge toujours* (2001). Pour la France, *Les valeurs des Français* (1994) et *Les valeurs des Français* (2000). Pour des comparaisons internationales, Jean Stoetzel, *Les valeurs du temps présent* (1983) et Ronald Inglehart, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées* (1993).

⁴ Voir l'ouvrage d'Alain Touraine (2002) *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.

«Des représentants de la jeunesse s'expriment sur les valeurs des jeunes d'aujourd'hui»

Les trois personnes qui devaient répondre à la question thème du colloque, à savoir «Qu'attend-on des jeunes d'aujourd'hui?», étaient des jeunes femmes. Circonstances favorables? Signe des temps? Preuve que les jeunes femmes sont de plus en plus nombreuses à accéder à des postes de direction dans les organismes où elles se trouvent? Peut-être s'agit-il tout simplement de l'intérêt que les femmes ont toujours porté aux questions sociales? Ces trois jeunes femmes représentaient des organismes oeuvrant à des paliers différents de la société québécoise : local, régional et national.

Au palier local, Annie Richard, directrice générale du Carrefour jeunesse emploi du comté de Nicolet-Yamaska et de la MRC de Bécancour, a d'abord commencé par présenter l'organisme qu'elle représentait : accompagnement et soutien des jeunes adultes vers l'intégration au marché du travail. L'accompagnement se base sur une approche globale, qui tient compte des conditions de vie et des besoins de chaque personne. Chaque Carrefour jeunesse emploi s'inscrit dans un réseau québécois porteur des valeurs suivantes : entraide, volontariat, solidarité, équité, justice sociale, respect et démocratie.

Les valeurs énumérées se modifient cependant au fil du temps parce que les jeunes changent. Ainsi, depuis les dix années d'existence du Carrefour jeunesse emploi où oeuvre madame Richard, les jeunes qui pouvaient n'avoir besoin que d'un coup de pouce pour réaliser leur projet de vie sont aujourd'hui nombreux à demander un suivi de longue durée dans leur démarche pour atteindre les objectifs professionnels qu'ils visent. Qu'est-ce qui a contribué à ce changement de valeurs? Pour la panéliste, les besoins nouveaux résultent de problèmes plus complexes liés à un besoin d'affection et à des problèmes de criminalité. De plus, ces problèmes se modulent en fonction de l'environnement : ils sont ainsi différents en milieu rural et en milieu urbain, par exemple.

Annie Richard a, par la suite, résumé les conclusions d'un Rassemblement jeunesse à l'automne 2004 sous les thèmes suivants :

accessibilité à l'éducation, rôle des médias face à la réalité régionale, soutien financier des arts et de la culture dans le but de développer une identité régionale, engagement citoyen, manque de ressources en milieu rural, exigence de transparence dans la gestion des fonds publics, éducation à la citoyenneté, sensibilisation à la beauté de l'environnement, création d'emplois sans bouleverser le milieu naturel, accessibilité aux services sociaux et de santé, accueil des immigrants en région et conciliation travail-famille. Voilà autant d'attentes qui correspondent, selon la panéliste, à des études et des sondages récents portant sur les valeurs et les attentes des jeunes.

La deuxième panéliste, Marie-Ève Proulx, représentait le palier régional en tant que directrice générale de la Table de concertation des Forums jeunesse régionaux du Québec. Les Forums jeunesse régionaux sont des instances qui regroupent des jeunes de 15 à 29 ans, afin que ceux-ci apprennent à exercer leur citoyenneté de différentes manières. Cela va du rôle d'aviseur qu'ils ont en matière jeunesse auprès des instances locales et régionales de développement jusqu'à la gestion d'un Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) afin d'aider des jeunes ou des organismes jeunesse à répondre aux besoins des jeunes, en tenant compte des réalités et des spécificités régionales. La concertation avec d'autres partenaires leur confère un rôle d'animation dans la recherche de cohérence dans le développement du territoire. Selon la panéliste, les Forums jeunesse régionaux du Québec ont permis à des centaines de jeunes, depuis cinq ans, de prendre leur place dans le développement social, politique, culturel et économique de leur région. Au palier national, ils se sont mobilisés afin de revendiquer le respect des spécificités régionales dans l'intervention auprès des jeunes. Le FRIJ en est un résultat. Un récent rassemblement, à Alma, de jeunes de toute la province a favorisé les échanges autour de l'avenir du Québec, mais aussi de la planète. Diverses solutions aux problèmes d'environnement, de responsabilité des gouvernements, d'économie, d'accessibilité à l'éducation et aux services de santé, entre autres, ont été soumises à la discussion.

Pour Mme Proulx, la question des valeurs des jeunes est surtout une question de défis. Pour elle, les préjugés véhiculés en défaveur des jeunes sont éloquentes : «Les jeunes ne font qu'écouter la télévision», «Les jeunes sont tous des criminels», «Les jeunes sont gâtés», «Ils ne savent pas ce qu'ils veulent». Ces commentaires sont de plus en plus fréquents dans une société qui vieillit, a-t-elle ajouté. Mais que peut-on faire pour modifier cette image plutôt pessimiste de la jeunesse?

Il est important, a insisté la panéliste, de proposer des défis aux jeunes, c'est-à-dire de leur donner l'occasion de rêver ou de leur suggérer un idéal à atteindre, pour chacun dans sa vie personnelle, mais aussi pour les groupes, les communautés, le pays. Elle donne l'exemple frappant des jeunes de la rue de Montréal qui, incités par des intervenants, ont réussi à faire le parcours Montréal-Québec en vélo. Pourtant ces jeunes n'étaient pas des sportifs de nature! Il apparaît donc que si des adultes «significatifs» auprès des jeunes leur posent des défis, ceux-ci en sortiront grandis, peu importe l'envergure du défi. Les jeunes seraient prêts, selon certaines études récentes citées par madame Proulx, à «participer» à des projets qui ont une dimension internationale, mais aussi à s'investir au niveau local et régional, ce que les Forums jeunesse régionaux sont déterminés à leur proposer dans un souci de collaboration et non de confrontation intergénérationnelle.

La troisième panéliste, Hélène Dumais, vice-présidente récemment nommée au Conseil permanent de la jeunesse (CPJ), représentait le palier national. Elle a rappelé l'importance de ce Conseil (créé en 1985 à la suite du Sommet de la jeunesse et à la demande express des jeunes eux-mêmes), dans la représentation des jeunes auprès du gouvernement du Québec. Il a contribué à l'institutionnalisation du mouvement «jeunesse» et à la mise en place de nombreux lieux de concertation des jeunes au Québec. Le Sommet du Québec et de la jeunesse de l'an 2000 a ainsi fait la démonstration que la catégorie jeunesse, bien qu'elle ne soit pas homogène, était si bien structurée qu'elle pouvait agir en concertation afin de sensibiliser le gouvernement à ses attentes.

À la réponse «Qu'attend-on des jeunes d'aujourd'hui?», madame Dumais a rappelé le mandat du Conseil permanent de la jeunesse, qui est celui de conseiller le ministre responsable de la jeunesse sur tout ce qui s'y rapporte, notamment ce qui touche à la solidarité intergénérationnelle, à l'ouverture au pluralisme et au rapprochement interculturel. Le CPJ se substitue-t-il à d'autres formes d'expression des attentes des jeunes auprès du gouvernement? Selon sa vice-présidente, il se garderait bien de le faire, laissant toujours aux groupes de jeunes la tâche de faire valoir leur spécificité. Ce Conseil a ainsi voulu, au fil des équipes qui se sont succédées, trouver l'équilibre à garder

entre les mandats confiés par le gouvernement et les interventions que les groupes de jeunes ont pu juger prioritaires.

À la suite de ces trois interventions, une période de question a permis à plusieurs participants de faire valoir, à leur tour, les attentes qu'ils pouvaient avoir en regard de chacun des organismes ou des structures représentés. La question de fond, qui a pu paraître redondante à certains moments, concernait la capacité et la légitimité pour les organisations auxquelles appartenaient les panélistes de représenter certaines catégories de jeunes, ceux qui ont le plus de difficulté à

exprimer leurs besoins mais qui, de ce fait même, étaient peut-être ceux qui en avaient le plus besoin. Des représentants de groupes communautaires se sont faits les porte-parole de ces jeunes. Les panélistes en ont profité pour rassurer les participants à l'effet que le message véhiculé avait été bien reçu et ne resterait pas lettre morte.

MADELEINE GAUTHIER
Directrice,
Observatoire Jeunes et Société

ATELIER 1

«Les jeunes et la famille»

Regroupant plus d'une quarantaine de participants, l'atelier ayant pour thème «Les jeunes et la famille» a été animé par Chantal Royer, professeure-chercheuse à l'Université du Québec à Trois-Rivières, et Marc Molgat, professeur-chercheur à l'Université d'Ottawa.

Marc Molgat, premier intervenant à prendre la parole dans cet atelier, a soulevé d'entrée de jeu une crainte quant à la possibilité d'un éventuel conflit entre les valeurs des jeunes et les normes sociales, qui sont aujourd'hui principalement la réussite, l'indépendance et l'autonomie. Quelles sont réellement les valeurs des jeunes âgés entre 25 et 29 ans? Sont-elles différentes de celles de leurs aînés? À partir d'une recherche qu'il est en train de mener, Monsieur Molgat a choisi de traiter de la question des normes qui président aujourd'hui et de l'action des jeunes sur ces normes, à partir de l'exemple de la cohabitation résidentielle entre les jeunes adultes et leurs parents.

Le premier point sur lequel il s'est attardé a été celui qualifié par Weber de «guerre des dieux», expression qui correspond à «là où l'avancée d'une valeur entraîne obligatoirement le recul de l'autre». En quelque sorte, une guerre des

valeurs qui serait vécue entre les jeunes et leurs parents. À ce propos, Molgat se questionnait à savoir s'il y a effectivement conflit de valeurs aujourd'hui. Il a présenté, cependant, le fait qu'il semblerait que les valeurs importantes véhiculées par les jeunes soient dans la même lignée que celles de la précédente génération. Il a noté, à cet effet, que la valeur de l'autonomie a pris de l'importance au point qu'elle soit devenue une norme sociale. En parallèle, alors que l'autonomie devenait une norme, la dépendance, quoi que non valorisée par nos sociétés, commençait à prendre de plus en plus d'ampleur comme phénomène, par le biais de la cohabitation prolongée des jeunes chez leurs parents, fait qui semble s'ériger comme «une nouvelle norme de parcours des jeunes». Cependant, Molgat se questionnait sur le type de relation que cette cohabitation représente : s'agit-il de la «guerre des dieux» de Weber ou justement de l'évitement de celle-ci?

Le deuxième point abordé par Molgat a été le travail des jeunes sur les normes autres que celle de l'autonomie. Selon le conférencier, le travail sur ces autres normes reflète un désir d'actualiser la valeur de l'autonomie dans des situations où les jeunes la considèrent régulée

par l'autorité parentale. Pour arriver à leurs fins, les jeunes auraient recours à l'expression de Ramos que rapportait Molgat pour illustrer cet aspect, soit le «grignotage» de marges d'autonomie au sein du foyer parental. Le grignotage correspondrait, selon Ramos, à la possibilité des jeunes de se construire «leur petit monde» au sein du domicile parental, même si le dernier mot (donc la frontière de l'autonomie) revient aux parents, qui imposent leurs règles.

Le troisième point traité par Molgat a été la résolution de la tension entre la valeur de l'autonomie et les structures sociales. Il a d'abord rappelé que la norme de transition entre le domicile parental et l'indépendance résidentielle était accessible par le mariage et le début de la vie familiale vers 1960-1970, puis que cette norme a ensuite été modifiée jusqu'en 1980 par l'accès à des résidences ou logements et à des emplois massifs, qui étaient des structures sociales permettant d'accéder à l'autonomie. Aujourd'hui, la volonté d'autonomie est toujours aussi présente et forte, mais elle se heurte aux structures sociales qui font obstacle à son actualisation (chômage, précarité d'emploi, diminution des revenus, etc.). Ces

«Les jeunes et la famille»

phénomènes auraient mené à la valorisation de la réussite de l'insertion professionnelle, tant par les jeunes que par leurs parents.

«Comment la valeur de l'insertion professionnelle peut-elle alors être conciliée avec celle de l'autonomie?». Selon Molgat, la cohabitation prolongée serait perçue comme une stratégie d'attente, d'épargne et d'accumulation de ressources «pour accéder plus facilement à l'indépendance». La cohabitation prolongée (ou le retour au domicile des parents) créerait, selon Molgat, des «pratiques sociales nouvelles qui rapprochent les jeunes adultes et leurs parents affectivement», puisque toute la famille considère la cohabitation comme une stratégie, dont le but ultime est la stabilité du processus d'insertion professionnelle des jeunes adultes.

Conséquence des structures marchandes, la cohabitation se ferait rarement sans compromis. Marc Molgat a conclu sa présentation en rappelant que même si l'autonomie apparaît très bénéfique et «irrésistible du point de vue des représentations des valeurs», il demeure néanmoins des jeunes adultes pour qui l'option de la cohabitation n'est pas envisageable. La valeur de l'autonomie doit se vivre fort différemment, selon les représentations des valeurs.

Chantal Royer, deuxième intervenante de l'atelier, a présenté un essai de modélisation du système de valeurs d'adolescents québécois. Cet essai de modélisation, issu des résultats d'une étude menée auprès de jeunes québécois de 14 à 19 ans, avait pour but d'identifier les valeurs de ces jeunes. Durant une entrevue semi-dirigée, les jeunes participants devaient répondre à la question

«Qu'est-ce qui compte pour toi?». Madame Royer a présenté les résultats de ces entrevues sous forme de système : elle a bien spécifié que ce dernier était un essai de modélisation et qu'il n'était pas final. Ce système, qui met en relation cinq principaux groupes de valeurs, représente le résultat de l'analyse préliminaire des données obtenues et pourra être modifié, au besoin.

Au coeur du système se retrouvent les «valeurs centrales» que sont la famille et les amis, valeurs qui ont été identifiées par tous les participants. Les études, le travail et l'argent sont des «valeurs instrumentales», qui ont presque toujours été nommées ensemble par les participants. Le troisième groupe de valeurs correspond aux valeurs du plaisir et du bien-être, qui sont des «valeurs hédonistiques». Le bonheur est également une valeur identifiée par les répondants, valeur qui est pour le moment seule dans son sous-système. Finalement, l'amour, le respect et l'entraide sont trois valeurs qui ne constituent pas un sous-système en elles-mêmes, mais qui sont plutôt entièrement intégrées au système : ces valeurs morales et sociales sont «transversales».

L'étude en question a également permis de mieux comprendre les perceptions des jeunes au sujet de la famille. Ces derniers conçoivent la famille comme étant «un ensemble de personnes, une unité solidaire», dans un premier temps. Dans un deuxième temps, ils perçoivent la famille comme étant un lieu de conception et d'éducation, de soutien, d'affection et de respect inconditionnel et permanent. Finalement, les jeunes conçoivent la famille comme étant un lieu de communication.

Madame Royer a également présenté l'idée que les jeunes qui ont participé à l'étude se faisaient au sujet de la famille. Les jeunes ont manifesté le désir de fonder un jour leur propre famille, à condition d'avoir terminé leurs études, d'avoir un bon emploi qui procure une bonne condition financière mais, surtout, d'avoir rencontré l'âme soeur. Royer a conclu sa présentation sur le fait que les besoins des jeunes exprimés ici sont teintés d'un besoin de sécurité, et que cette note optimiste est porteuse d'espoir.

Les nombreuses questions formulées à Mme Royer et à M. Molgat traduisent le fort intérêt de la salle à comprendre la chimie et l'interaction existant entre les jeunes et leurs valeurs, dont la famille. L'intervention de Chantal Royer a soulevé plusieurs interrogations, principalement au sujet de l'essai de modélisation. Il a été noté que les jeunes de 14 à 19 ans sont encore très centrés sur leur microcosme, ce qui peut expliquer le sens des valeurs exprimées dans le système présenté.

En guise de conclusion, rappelons un élément que les deux conférenciers ont abordé au sujet de la transmission des valeurs : même si les deux groupes d'âge des jeunes dans les études présentées étaient différents, Royer et Molgat ont tous deux spécifié que la transmission des valeurs de vie aux jeunes se faisait par le biais de la famille.

DOMINIQUE LEBLANC
Étudiante à la maîtrise en Loisir,
Culture, Tourisme
UQTR



«Les jeunes et l'école»

Conférence de Madame Louise Trudel (directrice, Cégep Shawinigan)

Pour permettre des interventions adéquates auprès des étudiants du niveau collégial, on se doit de les connaître. On se doit de connaître leurs valeurs, de manière à orienter les interventions. L'un des objectifs de l'école est de permettre aux jeunes de trouver «leur place» dans la société. Il devient alors important de se poser la question suivante, à savoir ce que l'école peut faire pour aider les jeunes de 15 à 29 ans. Les jeunes du niveau collégial sont dans une période de passage, une transition entre la dépendance et l'autonomie : ils sont placés face à de nombreux choix, et la précarité est monnaie courante. Pour nous aider à les comprendre, les jeunes ont bien voulu parler de ce qui était important pour eux, par l'entremise d'entrevues.

Ils veulent choisir de faire ce qu'ils aiment, de manière à être heureux. Pour ce faire, ils sont prêts à sortir des sentiers battus. Ces jeunes déplorent l'intolérance et préconisent la socialisation. Ils veulent vivre leur vie «à fond», et c'est pour eux un plaisir de se réaliser. Ils savent que le parcours de leur vie ne sera pas linéaire, ils étudient en ayant en tête d'obtenir un travail, mais ils savent très bien qu'ils n'exerceront pas ce travail toute leur vie. Le temps personnel est très important pour eux, ils sont réalistes et conscients face à leur avenir. «Leur avenir n'est pas noir, il est flou». Les jeunes réussissent donc, mais leur cheminement est particulier. Ils se disent qu'il faut qu'ils y arrivent, même si souvent ils n'ont pas aimé l'école. Ils se considèrent comme chanceux de s'en sortir, puisque souvent ils conçoivent l'école comme une garderie, qui n'a pas su répondre à leurs besoins.

Il doit y avoir un déclencheur à la motivation des étudiants : pour l'un, c'est un professeur qui aura donné une attention particulière, pour l'autre, ce sera un intérêt pour un sujet bien précis. Le simple fait d'avoir un intérêt pour quelque chose permet au jeune de persévérer. Une majorité de jeunes n'aime pas l'école (40 % des jeunes décrochent, disant ne pas être intéressés) : s'ils trouvent une passion, ça aura pour effet de favoriser leur réussite scolaire, car ils s'ennuient s'ils sont peu motivés. Ils ont besoin de se donner un sens, de s'identifier, et l'école doit davantage orienter, aider les jeunes à trouver qui ils sont, pour leur permettre de s'accrocher, ce qu'ils ont le pouvoir de faire.

L'institution d'enseignement devrait donc être moins rigide, de manière à s'adapter à la réalité des jeunes.

Conférence de Monsieur Jacques Roy (professeur, Cégep de Sainte-Foy)

Monsieur Roy a réalisé une recherche ayant pour titre «Des logiques sociales qui conditionnent la réussite : étude exploratoire auprès des étudiants du Cégep de Sainte-Foy» (Roy *et al.*, 2003). Cette recherche trouve son origine dans la volonté de l'administration du Cégep à mettre en place un plan de réussite. Les mythes sociaux laissent croire que les jeunes ne font rien, qu'ils ne savent pas où ils s'en vont, qu'ils sont comme des plantes vertes. Cependant, les recherches démontrent qu'ils ont, eux aussi, leur système de valeurs. La tolérance est l'une de leurs valeurs : le jeune respecte l'autre dans sa différence (Boudon, 2002), et ceci est constant d'un pays à l'autre. Les constats laissent croire que plus on est jeune, plus on est tolérant. L'autonomie est aussi très importante, et c'est pourquoi les jeunes s'engagent dans les études. Une autre valeur en vue est celle de la famille. Comme l'a dit une étudiante, «c'est la seule chose de stable». Malgré les tracas de toute sorte, le père, la mère, le frère ou la sœur seront toujours là.

L'acquisition de connaissances est importante en vue de développer des compétences qui seront essentielles dans l'avenir. Le travail bien fait et les efforts seront récompensés. Monsieur Roy donnait l'exemple d'un jeune qui avait deux trophées : un trophée de sport et son diplôme. Le temps et les efforts investis sont, tôt ou tard, récompensés. Les valeurs les moins importantes chez les jeunes seraient la spiritualité, l'acquisition de biens matériels, l'apparence et l'immédiat. Les conclusions de la recherche démontrent que les jeunes doivent persévérer plus, pour réussir mieux. Leurs pensées sont aussi associées à la réussite, et les figures parentales toujours significatives. Réintégrer les parents au processus scolaire est donc une alternative à considérer.

Échange entre le public et les deux conférenciers

Un intervenant oeuvrant auprès de décrocheurs utilise comme prétexte un garage de «déboiseleurs» en vue de permettre un retour à l'école de ces jeunes. Cependant, la passerelle entre

eux et le milieu scolaire n'est pas facile à construire. En arrivant au collégial, les jeunes ont passé par différents parcours, certains étaient des décrocheurs, mais peu importe leur chemin, il faut leur permettre de s'identifier à quelque chose. Pour ce faire, l'école ne peut faire cavalier seul. Un conseiller pédagogique d'une commission scolaire pose la question à savoir si les futurs enseignants sont formés adéquatement. On est très critique face à ce sujet-là. Il y a eu des améliorations, certes, mais pour ce qui est des jeunes en difficulté, il manque de ressources pour les enseignants. La formation continue est encouragée, mais il n'y a pas vraiment de suivi. De plus, les futurs enseignants ne sont pas nécessairement conscients des difficultés à venir : c'est une fois dans le contexte qu'ils le réalisent.

L'organisme Autonomie jeunesse héberge des jeunes âgés de plus de 18 ans qui n'ont pas de famille. La scolarité de ces jeunes dépasse rarement la deuxième année du secondaire, et n'est souvent pas reconnue. L'intervenant suggère une alternative à l'école, alternative qui assurerait un suivi de manière à permettre au jeune de se débrouiller dans la vie. Ces jeunes ne sont pas idiots et ils se relèvent souvent plus rapidement que bien d'autres. Un commentaire a aussi été présenté, concernant le fait de reconnaître l'indécision. En effet, le jeune qui décroche vit des expériences et fait des apprentissages. Ces apprentissages peuvent être pertinents et même servir de tremplin pour un retour à l'école. On suggère donc de renommer le terme «décrochage» dans ces cas, en reconnaissant les bonnes choses qu'ils ont fait. Ces jeunes ont vécu des événements difficiles, mais ils se sont relevés! Madame Trudel affirme qu'il faut être vigilant avec les très jeunes lorsqu'on les oriente. Aussi, il ne faut pas considérer l'indécision comme le décrochage, car chaque individu a un profil différent. Parfois les jeunes qui ont décroché se mettent à voyager : sont-ils alors des vrais décrocheurs? Doivent-ils se raccrocher à tout prix aux études ou existe-t-il une autre voie, parallèle? Il n'y a donc pas de recette miracle : il y a un ensemble de facteurs qui viennent influencer le tout.

Monsieur Roy ajoute en disant qu'on se doit de connaître la culture des jeunes. Il faut les interroger, mais surtout les écouter. Souvent, on les écoute à travers un «prisme déformant», avec des idées reçues. Il faut trouver le moyen de se rapprocher de la culture des jeunes, car ils

«Les jeunes et l'école»

ont énormément de potentiel. Trop souvent, les jeunes en viennent à se dénigrer eux-mêmes, conséquence du regard que l'on porte sur eux.

Une étudiante de niveau maîtrise pose la question à savoir si c'est le système qui devrait s'adapter aux jeunes, ou si ce sont les jeunes qui doivent à tout prix s'adapter au système. Madame Trudel répond que le système «fait» avec les jeunes. Ces derniers ont leurs valeurs, et le système les prend comme ils sont, pour les amener plus loin. Monsieur Roy ajoute que les deux doivent s'adapter, et les jeunes, et le système. Sept jeunes sur dix ont un emploi. Dans cette optique, faut-il adapter l'horaire de l'école aux jeunes et, implicitement, aux employeurs? Madame Trudel vient alors compléter en disant que le travail est aussi une valeur importante chez les jeunes. Alors quelle est la priorité, l'école ou les études?

Une intervenante dans une maison de jeunes travaille sur un projet de prévention de la criminalité. Elle affirme que les jeunes ne

sont pas conscients de leurs valeurs. Monsieur Roy souligne alors le fait que le concept de «valeurs» en est un abstrait, et qu'il n'est peut-être pas accessible aux jeunes. Cependant, il est possible de discuter avec les jeunes de manière à découvrir ce qui leur tient à cœur, en utilisant des exemples concrets, sans jamais utiliser le mot «valeurs».

Une finissante en communication sociale affirme qu'elle a eu de la difficulté à s'orienter, car il y avait trop de choix qui s'offraient à elle. Elle se sentait comme une éponge, elle ne cadrait pas dans le système scolaire. Elle se questionne à savoir s'il n'existe qu'une seule façon d'apprendre. Une enseignante de sociologie de niveau collégial affirme que le système s'impose et qu'il y a trop d'importance sur le «out put» : dans la réalité, plusieurs étudiants assistent à huit heures de cours, en plus de voyager pendant deux heures et d'occuper un petit job. Comment peuvent-ils alors performer à l'école? Pour ce qui est de la tolérance, c'est plutôt : «Pense ce que tu veux, je ne peux

plus argumenter». Une des forces du cégep, c'est la souplesse. Il n'y a pas beaucoup de place dans le monde où un système d'éducation le permet. Pour ce qui est de la tolérance, bien sûr que tout n'est pas parfait, mais il reste que les jeunes d'aujourd'hui sont très tolérants.

Pour contrer le décrochage, il faut favoriser la persévérance chez les jeunes. Pour ce faire, il faut aborder le problème sous un angle positif. Il faut donner un sens à l'école, donner un sens aux matières. Oui il faut reconnaître les meilleurs, mais tout autant ceux qui font des efforts pour être meilleurs. Il faudrait peut-être donner plus d'informations sur les métiers et enlever de la tête des jeunes que l'école aux adultes, c'est plus facile que le régulier.

FRÉDÉRIC DÉSILETS
Étudiant à la maîtrise en Loisir,
Culture, Tourisme
UQTR

ATELIER 3

«Les jeunes et le travail»

Jacques Hamel, professeur-chercheur à l'Université de Montréal, débute l'atelier en posant ces questions en guise d'introduction à son exposé, questions auxquelles il tentera de répondre, à la lumière de ses recherches sur les jeunes et le travail : 1) Est-ce que le travail, pour les jeunes, est une valeur en voie de disparition? 2) Est-ce que les jeunes enregistrent leur dissidence face à l'obligation de travailler?

Pour se faire, il a divisé son exposé en trois grands thèmes : il s'est d'abord attaqué aux différents paradoxes des sondages sur les jeunes et le travail, pour ensuite traiter de la conception théorique de la valeur conférée au travail et enfin présenter les grandes lignes d'une étude portant sur la génération numérique et le travail.

Le paradoxe des sondages

M. Hamel expose un élément d'une recherche antérieure, soit la recherche de Cannon et Baethge, qui en vient au constat suivant : «Le travail comme une activité ou comme une valeur serait en perte de vitesse». Ce constat est un paradoxe selon lui, du fait que les jeunes tissent des liens souvent très tôt avec le monde du travail. Les jeunes font l'expérience du travail rémunéré pour se procurer les ressources financières qui leur serviront à acquérir de l'indépendance par rapport à leurs parents, mais aussi pour jouir pleinement de leur vie sociale.

La conception théorique de la valeur conférée au travail

Jacques Hamel rappelle d'abord une définition du concept de «valeur», pour ensuite traiter de «valeur instrumentale», qu'il définira comme une activité qui correspond à un moyen par rapport à une fin. Puis, il définit la «valeur expressive» comme une valeur du travail qui s'affiche quand son exercice s'élargit à des sentiments, voire à des symboles d'accomplissement personnel d'identité. Donc, la valeur instrumentale du travail repose sur des avantages matériels, comme la sécurité d'emploi, le salaire ou l'ambiance. Tandis que la valeur expressive repose sur l'accomplissement personnel, qui repose lui-même sur des symboles comme le sentiment d'être utile, le fait d'avoir des responsabilités, l'utilisation de ses capacités ou le fait de prendre des initiatives, notamment.

Analyse des valeurs des jeunes à l'égard du travail

Hamel présente les grandes lignes du rapport au travail qu'ont les jeunes non diplômés du secondaire. Ceux-ci se créent des attentes envers le travail, sur des bases matérielles et à l'égard de l'entreprise. On peut noter deux grandes tendances. Tout d'abord, un sentiment d'appartenance qui se rapporte au prestige de l'entreprise et à la loyauté de l'employeur. Puis, un sentiment d'appartenance relié à la renommée de l'entreprise et les objectifs de cette dernière.

Il rappelle les tendances suivantes concernant, cette fois-ci, les non diplômés de niveau collégial : leur accomplissement personnel est plus important que les avantages matériels issus du travail, ils cherchent à exercer davantage leurs habiletés et leurs compétences, mais également, dans une entreprise, une bonne ambiance de travail.

Pour terminer, M. Hamel expose les résultats d'une recherche qui portait sur la génération numérique et le travail, génération numérique qu'il définit comme les jeunes nés entre 1977 et 1997. Ces jeunes ont grandi entourés de la vidéo, de l'informatique et des progiciels : souvent, aussi, ils travailleront dans ces mêmes domaines de pointe. Pour la génération numérique, le travail se définit bien plus par la «valeur expressive» que par «valeur matérielle» : pour eux, le travail doit être stimulant, à la hauteur de leurs compétences, non routinier et à horaire flexible.

En conclusion, Jacques Hamel précisera que le travail, pour les jeunes d'aujourd'hui, n'est pas une valeur en perte de vitesse, comme l'avaient affirmé les chercheurs Cannon et Baethge. Mais pour eux, le monde du travail paraît être en profond changement, comme à chaque fois qu'une nouvelle génération l'investit. Ces jeunes revendiquent alors, à leur tour, tentant d'implanter leurs valeurs, pour les faire transcender dans leur milieu de travail.

La seconde partie de l'atelier a été consacrée à la communication d'Alain Fournier, directeur des ressources humaines à Santé Sécurité et Communication, Prommel inc., communication structurée en quatre grandes parties. La première concernant les valeurs pour soi; la seconde traitant des valeurs vis-à-vis des autres; la troisième se rapportant aux valeurs de

l'employeur ou du milieu de travail et enfin, la quatrième, tentant de démystifier les valeurs recherchées par le recruteur, partie qu'il a intitulé «le mythe versus la réalité».

Les valeurs pour soi

Selon M. Fournier, les valeurs suivantes constitueraient la base de la formation personnelle des jeunes ou, dit autrement, les valeurs qu'ils préconisent : l'automotivation; la discipline; la bonne forme physique; le langage (pouvoir bien s'exprimer); la ponctualité; les connaissances générales; les habiletés.

Les valeurs pour les autres

Ensuite, il présente les valeurs pour les autres. Il s'agit ici de la transformation et les valeurs qui s'y rattachent sont les suivantes : la fierté; l'apprentissage et l'entraînement; la politesse; le positivisme; l'intégrité physique de la personne.

Les valeurs pour l'employeur

Puis, M. Fournier présente les valeurs importantes, du point de vue de l'employeur, reliées au concept de performance de l'employé dans son milieu de travail. Les valeurs s'y rapportant sont les suivantes : être travaillant plutôt que travailler; être sensible aux clients; ne pas avoir peur de faire du temps supplémentaire; avoir le souci du travail bien fait; être conscient de l'importance de la propreté et de la sécurité des lieux; être curieux; avoir du leadership; avoir de la constance au travail.

Le mythe vs la réalité

Pour terminer, Fournier traite des valeurs recherchées par le recruteur et tente de démystifier certains éléments, qui constituent encore de nos jours des mythes. Les points abordés sont les suivants : les références d'anciens employeurs (la vérification des références est chose courante); le dossier judiciaire (l'employeur se réserve le droit de vérifier si le postulant a un dossier judiciaire); l'examen médical (l'obligation de passer un examen médical pour les drogues et l'alcool ou toute anomalie physique non déclarée); la pratique de sports extrêmes (le postulant qui pratique certains sports à risque voit ses chances d'embauche diminuées considérablement); l'implication personnelle (l'implication personnelle du postulant illustre bien,

aux yeux de l'employeur, les connaissances et les habiletés du postulant); les résultats scolaires (les résultats scolaires du postulant sont un bon indicateur pour l'employeur). Ces items sont des éléments qui, selon lui, sont pris en considération par les employeurs potentiels.

Période d'échange et de questions

L'exposé de M. Fournier sur les jeunes et le travail a provoqué, dans l'auditoire, beaucoup de questions et de commentaires. La période d'échange fût très colorée. Même si les deux personnes-ressources invitées ont fait des exposés très différents, la majorité des commentaires, lors de la période d'échange, convergeaient dans le même sens : la trame de fond de l'échange a porté surtout sur l'avenir des jeunes évoluant dans le monde du travail. D'un côté, nous avons les exigences des entreprises envers les jeunes, d'un autre côté, nous avons les exigences et les valeurs des jeunes à l'égard du travail.

Ce qui ressort de cette période d'échange est le fait que nous vivons dans une époque où il co-existe une diversification de réalités, qui correspond aux besoins actuels des jeunes en matière de travail. Les exigences des entreprises ne semblent pas toujours correspondre à la réalité des jeunes, ont affirmé les intervenants oeuvrant auprès de ces derniers, mais correspondraient plutôt tout simplement à leurs valeurs.

Il n'est pas rare que des jeunes refusent par ailleurs de se plier aux types d'exigences rapportées par M. Fournier, jeunes qui ne sont pas au chômage, mais plutôt à l'emploi d'entreprises qui tentent de répondre aux valeurs véhiculées par la jeune génération, qui investit le marché du travail. Chaque entreprise a sa propre culture et développe en conséquence des stratégies d'action lui permettant d'attirer, et de garder dans ses rangs, des jeunes qui adhéreront à ses valeurs.

BENJAMIN ROBINSON
Étudiant à la maîtrise en Loisir,
Culture, Tourisme,
UQTR

«Les jeunes et le loisir»

L'atelier ayant pour thème le loisir chez les jeunes a suscité un vif intérêt chez les participants. D'entrée de jeu, les deux principaux invités, Gilles Pronovost, professeur à l'UQTR, et Pierre Vigeant, directeur général de la Fédération québécoise des centres communautaires de loisir, ont souligné, avec humour, l'aspect paradoxal de ce colloque : il porte sur les jeunes, mais ceux-ci sont absents de l'atelier. Par contre, l'engouement des participants, tous adultes, était authentique!

D'emblée, aucun participant n'a remis en question l'importance du loisir dans la vie des jeunes. Mais qu'entend-on par loisir? Dans le cadre de cet atelier, le loisir est perçu, chez les jeunes, comme étant l'ensemble des activités de temps libre pratiquées à l'extérieur des heures de cours. Il concerne les activités sportives, les arts plastiques, la musique, la lecture, les activités socioculturelles, l'implication communautaire, le plein air, etc. Certains participants ont aussi indiqué que le travail rémunéré pouvait être perçu, par les jeunes, comme faisant partie de leurs temps libres. Selon les participants, que représente le loisir pour les jeunes? Le loisir est vu comme une occasion de développement de l'identité, comme un moyen d'expression et d'évasion. En fait, il serait un temps permettant de créer des liens sociaux et de s'intégrer à son milieu. Le loisir permettrait aussi au jeune de se réaliser et de s'accomplir : il a beaucoup d'importance pour lui, en constituant un espace de réalisation personnelle et collective.

A priori, le loisir est vu positivement par les participants. Toutefois, selon Monsieur Pronovost, le loisir demeure relativement ambigu. D'une part, la pratique de loisirs sportifs et culturels permet manifestement aux jeunes d'exprimer leurs intérêts, de développer une image positive d'eux-mêmes, et traduit une intégration aux valeurs et aux normes ambiantes. D'autre part, une forte consommation de médias, par exemple, peut être synonyme d'isolement. De même, un loisir pratiqué de façon trop intensive, musique ou sport par exemple, peut amener des problèmes de stress. De plus, si à seize ans les sorties témoignent d'une réelle intégration sociale et de l'importance du loisir dans la socialisation, les sorties effectuées de manière intensive dès un plus jeune âge sont parfois plus problématiques. En somme, chez les

jeunes, le loisir n'est en soi ni positif ni négatif : c'est d'abord une question de contenu mais aussi d'intensité.

On a aussi abordé les rapports que les jeunes entretiennent entre leurs loisirs et le monde scolaire. En gros, il y a des jeunes qui «utilisent» leurs loisirs nettement comme un prolongement de l'école (suivre des cours, lire, etc.) et d'autres qui les utilisent pour s'enfuir momentanément d'un univers qui leur est en partie hostile, notamment à cause de leurs mauvais résultats scolaires. Naturellement, les loisirs des jeunes sont un mélange de ces deux grandes tendances, avec des accents différents selon leur parcours scolaire et leur milieu familial. Si plusieurs jeunes participent aux diverses activités organisées par les municipalités et les différents centres, beaucoup, voire la majorité, ne les fréquentent pas. Ainsi, l'offre publique de loisir ne correspondrait pas toujours aux besoins et aux goûts des jeunes. Des intervenants ont souligné le désœuvrement de certains jeunes, qui traînent, souvent en groupe, dans les lieux publics (au dépanneur du coin, au centre commercial, etc). Tout compte fait, ces jeunes «désoccupés» représentent un défi pour les professionnels en loisir.

Les activités récréatives sont-elles suffisamment accessibles? Selon les participants de l'atelier, la réponse est le plus souvent «non». Si l'offre en loisir est généralement élevée dans les milieux urbains, il semble que celle des milieux ruraux le soit moins. Il a été mentionné que les professionnels oeuvrant en milieu rural ont à composer avec des moyens limités. Parmi ces moyens, notons entre autres le manque d'infrastructures (bibliothèque, piscine, aréna, etc), mais également le manque de professionnels. Les problèmes de déplacement et d'accessibilité y semblent aussi plus importants.

De quelle manière les participants perçoivent-ils l'intérêt de la société pour le loisir? Certains d'entre eux ont indiqué que la société, plus précisément les divers paliers de gouvernement, ne voyait pas suffisamment le loisir comme un investissement. Pour preuve, certains professionnels ont déploré le peu de moyens financiers mis à leur disposition. Investir plus dans le loisir, pour eux, constituerait une manière efficace d'accroître l'activité chez les jeunes. En d'autres termes, un jeune actif est davantage

sujet à devenir un adulte actif. Face au loisir, quels ont été les principaux problèmes soulevés par les participants?

Au cours de cet atelier, plusieurs points, peu soulevés ordinairement, ont été amenés durant le débat. Si, pour certains, les avenues moins classiques fonctionnent (planche à neige, rafting, escalade ou toute autre expérience proposant des défis), pour d'autres participants, il y a une limite à cultiver l'intérêt des jeunes pour certaines activités dites «extrêmes». Quelques-uns ont déclaré que certains jeunes préfèrent carrément vivre en marge de la société. Le loisir doit être considéré et utilisé comme un moyen de mobiliser les jeunes, et il s'inscrit dans une démarche plus large d'intervention sociale. Plusieurs participants constatent un manque de cohésion entre les professionnels oeuvrant auprès des jeunes. En fait, un travailleur de rue n'est pas un technicien en loisir et vice versa. Certains professionnels en loisir ont mentionné, avec raison, qu'ils ne pouvaient effectuer le travail d'un psychologue. Le loisir représente un excellent moyen de développement chez les jeunes, mais il est loin d'être une panacée.

Le loisir apporte beaucoup de bienfaits. Il est donc normal que la société se penche sur cette question. Cependant, les adultes en demandent-ils trop aux jeunes? De plus en plus, plusieurs articles de journaux et publicités du Gouvernement du Québec traitent du problème croissant de l'obésité dans la population. Nous vivons dans une société sédentaire et les adultes sont de plus en plus inactifs physiquement. Il devient alors très difficile à la société de demander aux jeunes de vivre une vie active. À ce propos, le loisir comprend plusieurs activités sédentaires, activités très appréciées par les jeunes : télévision, musique, vidéo, téléphone, etc.

Pour conclure, cet atelier nous a permis de constater que le loisir donne l'occasion aux jeunes de se découvrir et de se forger une identité propre. Les nombreuses interventions des participants ont permis de mieux comprendre le loisir chez les jeunes.

FRANÇOIS TESSIER
Études urbaines,
INRS-Urbanisation, Culture et Société

«Les jeunes et l'engagement social»

Fernand Dumont a fait remarquer que si l'on réduit l'engagement politique au vote, on perd énormément, puisqu'en effet on perd de vue que l'engagement politique est également l'engagement social.

Les politiciens et plusieurs chercheurs s'entendent pour dire que les jeunes d'aujourd'hui ne s'intéressent plus aux grands enjeux collectifs; ils ne votent plus, ont une vision très négative du pouvoir politique actuel et manifestent un désintéressement pour le politique. Toutefois, les jeunes affirment que ce n'est pas l'image que renvoie leur génération. Ils ne sont pas intéressés à la politique institutionnelle, certes, mais les enjeux politiques les préoccupent tout de même. Dans les faits, ils ne croient pas aux institutions actuelles et à leurs manières de faire de la politique. Pourtant, le portrait actuel de l'engagement chez les jeunes n'est pas si noir.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui mobilise les jeunes? Les jeunes sont d'abord présents là où il leur est possible de socialiser, de développer leur vie de groupe. En ce sens, ceux qui s'impliquent de manière symbolique sont peu nombreux. Ceux qui le font participent à des mouvements de revendications ou à des groupes-conseils, et sont également présents dans certains lieux de pouvoir et d'influence. Marie-Hélène Wolfe, agente de développement jeunesse à la Commission jeunesse Estrie, fait remarquer qu'il y a différents types d'engagements, en lien avec le milieu d'où vient l'intérêt : en campagne, le développement local et le bien-être de la communauté préoccupent, alors qu'en ville les grandes causes internationales retiennent davantage l'attention. «Les jeunes choisissent un type de militantisme qui leur ressemble»,

dira-t-elle. Madeleine Gauthier, directrice de l'Observatoire Jeunes et Société, souligne, quant à elle, que le multimilitantisme n'est pas rare chez les jeunes.

De manière générale, une préoccupation pour les années à venir justifie leurs actions. Les jeunes aspirent à de saines relations inter-générationnelles, et des notions de développement durable structurent leurs actions et leurs pensées. «L'engagement, c'est une quête du bonheur», affirme une jeune militante. Mais qui sont donc ces jeunes qui s'impliquent? Ces jeunes engagés sont des militants : ils poursuivent un but et sont prêts à mettre beaucoup d'efforts pour y parvenir. Ils sont passionnés, et le défi les motive : pour eux, c'est plus qu'une préoccupation. Ils veulent influencer et croient en leur pouvoir, si minime soit-il. Ils veulent aussi se faire respecter.

Quels sont les parcours de ces jeunes militants? À première vue, le besoin d'être ensemble et l'influence des autres semblent être les motivations premières. Effectivement, la notion de sentiment d'appartenance est très importante pour ces jeunes : c'est là un facteur de motivation. Toutefois, une prise de conscience s'effectue parallèlement à cette envie de s'identifier à un groupe. Souvent, c'est lors d'une expérience vécue, d'une découverte, que naît la prise de conscience. La volonté de changer le monde et le partage de ce désir stimulent par la suite le jeune militant.

Madeleine Gauthier souligne l'importance des institutions scolaires et de la famille dans le processus identitaire du jeune militant. «Ils peuvent emboîter le pas des parents ou se faire réactionnaires à la non-conscience de leurs parents. Très souvent, il y a un adulte derrière l'intérêt des jeunes pour une cause».

Pour Marie-Hélène Wolfe, l'école, par l'implication des jeunes dans les secteurs du sport et du loisir, marque bien souvent le début des engagements. L'emploi et la participation active à certaines causes communautaires peuvent également stimuler l'investissement des jeunes. Bref, l'environnement immédiat des jeunes influence, de manière générale, leurs engagements. Elle note que la reconnaissance sociale semble aussi être importante pour le jeune qui s'implique. En effet, l'implication sociale peut lui offrir de riches opportunités d'emplois et peut aussi lui permettre de s'insérer dans plus d'un réseau social. Enfin, celle-ci mentionne que la difficulté des jeunes militants à concilier famille, travail et engagement représente souvent un frein à leur implication sociale.

MARIE-ÈVE BEAUMIER
Étudiante à la maîtrise en Loisir,
Culture, Tourisme
UQTR



«Les jeunes et l'appartenance à une communauté culturelle»

L'atelier 6 avait pour thème «Les jeunes et l'appartenance à une communauté culturelle». Mesdames Hélène Belleau, professeure à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société, Josiane Le Gall, agente de recherche pour le CHSLD-CLSC Nord de l'île de Montréal et Marie-Laure Landais, coordinatrice de la Table de Concertation Jeunesse de Bordeaux-Cartierville, y ont dressé le portrait des jeunes du secteur Bordeaux-Cartierville. En premier lieu, Josiane Le Gall informe les participants de la réalité multi-ethnique de ce territoire. En effet, le quartier en question, situé entre la prison de Bordeaux et l'Hôpital Sacré-Coeur, au nord-ouest de l'île de Montréal, regroupe 45 % de citoyens qui sont nés à l'étranger, provenant de 90 groupes ethniques différents mais aussi d'une grande variété de pays. L'immigration dans Bordeaux-Cartierville n'est pas un phénomène nouveau, souligne Madame Le Gall, qui rajoute qu'en 2001, 21 % de sa population était constituée de nouveaux arrivants. Les vagues d'immigration les plus anciennes (qui sont arrivées il y a 20 ans et plus) forment 40 % de la population totale de ce quartier. Marie-Laure Landais, pour sa part, explique que les professionnels (les intervenants des secteurs de la santé, du communautaire et de l'éducation) sont confrontés à différentes problématiques : la drogue, la pauvreté, la «getthorisation», les gangs criminalisés et les tensions sociales et raciales sont autant de caractéristiques dont ils doivent tenir compte dans l'exercice de leurs fonctions.

Hélène Belleau poursuit avec la présentation des buts et de la méthodologie de l'enquête par questionnaire effectuée auprès de 1 200 jeunes de 12 à 18 ans, tous du secteur Bordeaux-Cartierville. Les 90 questions auxquelles les jeunes ont répondu individuellement ont permis de réaliser un portrait sur les thèmes de l'emploi du temps et des projets d'avenir, sur les préoccupations et le désir d'engagement social de ces jeunes et, finalement, sur leurs valeurs, telles qu'ils les définissent. Cette démarche avait comme but principal de retourner les résultats dans la pratique professionnelle. L'équipe de recherche affirme que suite à la prise de connaissance des principaux résultats par les organismes qui interviennent auprès des jeunes, ces organismes ont

démarré de nouveaux projets, et certains programmes ont été modifiés ou réorientés, à la lumière des données recueillies.

Les jeunes interrogés sont identifiés à trois générations différentes d'immigrants : 1) ceux qui, comme leurs parents, sont nés dans un autre pays (55 %); 2) ceux dont les parents sont nés ailleurs mais qui, eux, sont nés ici (38 %); et 3) ceux qui, comme leurs parents, sont nés ici (8 %). Les résultats de l'étude démontrent des dissemblances entre les différentes générations, mais également selon l'âge et le sexe des participants. Les conférencières ont questionné les gens dans l'assistance sur ce qu'ils croyaient être les réponses aux questions posées aux participants à l'enquête, ce qui a donné lieu à quelques échanges. Le public de l'atelier devait répondre en choisissant l'une des trois générations énumérées plus haut. Voici à quoi ressemblait ce petit jeu...

Question : Quels jeunes travaillent le plus?

1^{re} génération : les jeunes de cette génération sont moins nombreux à travailler; ils le font pour aider leurs parents.

2^e génération : ils sont très nombreux à travailler; ils le font pour des motifs personnels.

3^e génération : les plus nombreux à travailler; ils le font essentiellement pour payer leurs dépenses.

Question : Quels jeunes souhaitent le plus poursuivre des études universitaires?

1^{re} génération : ils sont nombreux à vouloir compléter des études universitaires.

3^e génération : ils sont plus nombreux à vouloir un diplôme secondaire et collégial, pour entrer rapidement sur le marché du travail.

Question : Quelles sont les valeurs importantes pour les jeunes interrogés?

Le respect, l'amour, la famille, la prospérité, la santé, l'amitié.

Question :

D'une génération à l'autre, le coeur de ces jeunes balance entre la famille et l'amitié. Mais y a-t-il une différence selon la génération, mais aussi selon le genre?

1^{re} génération : pour l'ensemble des jeunes, c'est la famille d'abord, l'amitié ensuite. Mais pour les filles, c'est le travail d'abord, et la famille ensuite...

2^e génération : pour les garçons, c'est la famille d'abord, puis l'amitié. Mais pour les filles, la famille égale l'amitié.

3^e génération : pour les garçons, la famille égale l'amitié. Mais pour les filles, c'est l'amitié, puis la famille.

Question :

Classez ces préoccupations des jeunes en ordre d'importance : Pauvreté, Santé, Violence, Enfants maltraités, Racisme, Éducation, Paix, Environnement, Égalité Homme/Femme, Emploi/Chômage, Économie, Protection des animaux, Politique.

Elles sont déjà ici en ordre d'importance : Pauvreté (57 %); Santé (52 %); Violence (36 %); Enfants maltraités (29 %); Racisme (29 %); Éducation (28 %); Paix (25 %); Environnement (24 %); Égalité Homme/Femme (17 %); Emploi/Chômage (16 %); Économie (11 %); Protection des animaux (10 %) et Politique (4 %).

À noter que d'un pays de provenance à l'autre, les chercheurs ont découvert des sensibilités différentes sur les sujets suivants. Concernant le racisme, il touche plus les jeunes provenant d'Asie méridionale, d'Afrique et des Caraïbes, et moins les jeunes provenant d'Amérique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie occidentale. Pour ce qui est de l'environnement, les jeunes en provenance de l'Europe s'en préoccupent davantage, tandis qu'il préoccupe moins les jeunes en provenance des Caraïbes, d'Afrique du Nord et du Sud. L'égalité homme-femme touche plus les jeunes provenant d'Europe orientale et d'Asie méridionale, mais moins ceux provenant d'Europe occidentale et des autres régions d'Asie.

Les animatrices présentent les différences marquantes entre les genres. Les filles rêvent plus d'études universitaires, sont moins nombreuses à travailler durant l'année scolaire, font plus de bénévolat et sont plus nombreuses à vouloir s'impliquer socialement. Leurs projets d'avenir débutent par un bon travail. Les valeurs importantes pour elles sont l'amour, le respect et enfin la famille, sur le même pied d'égalité que l'amitié. Les garçons, par contre, sont plus nombreux à souhaiter terminer un secondaire professionnel ou bien des études collégiales, pour entrer rapidement sur le marché du travail. Ils sont plus nombreux à travailler durant l'année scolaire, et leurs projets d'avenir débutent par un travail, tout comme les filles, mais celui-ci devra être payant! Les valeurs des garçons sont reliées davantage à l'économie, à l'environnement et à la politique. La famille est également plus importante que l'amitié chez les répondants. Pourquoi donc? Hélène Belleau a donné quelques pistes pour expliquer ces différences, à savoir que l'univers familial est probablement plus contrôlant pour les filles que pour les garçons, notamment en ce qui concerne les possibilités de sortie après l'école ou en soirée, mais aussi concernant les tâches ménagères à accomplir, le gardiennage, les amis de coeur et les tenues vestimentaires.

Pour conclure, les animatrices font la synthèse de leur exposé : 1) les 12-18 ans ne sont pas un groupe homogène; 2) la diversité des points de vue des jeunes, selon les générations et les pays d'origine, va à l'encontre de l'idée de «modernisation»; 3) les différences sont toutes autant importantes, sinon plus, entre les genres qu'entre les générations, et selon l'origine nationale des jeunes et l'âge de ces derniers.

En deuxième partie d'atelier, Marie-Laure Landais présente une synthèse du projet «Un milieu ouvert sur ses écoles», projet innovateur né de la concertation locale entre le milieu scolaire et le milieu socio-communautaire, qui se veut complémentaire aux autres projets éducatifs parascolaires et aux interventions psychosociales ayant lieu à l'extérieur des écoles. Dans ce projet, l'ensemble des acteurs s'oriente vers une démarche visant à atténuer le désœuvrement, l'isolement, la marginalisation et l'exclusion sociale de la jeunesse issue de l'immigration, en faisant la prévention du racisme, du vandalisme et de la délinquance, tout en prenant en considération les problématiques que sont la pauvreté, la méconnaissance de la langue française et les difficultés d'intégration dues aux différences culturelles. Les partenaires impliqués sont : la Table de Concertation Jeunesse Bordeaux-Cartierville, le

CSDM, Solidarité Ahuntsic, la Ville de Montréal, le CHSLD-CLSC Nord de l'île, six écoles primaires et quatre écoles secondaires du quartier.

Au coeur de ce projet, l'agent de milieu, présent à temps plein dans chacune des écoles partenaires, a comme mandat : 1) de développer et consolider la vie parascolaire dans les écoles; 2) de favoriser l'intégration des membres des communautés culturelles; 3) de mobiliser et d'intégrer les parents à la vie scolaire; 4) de faciliter le passage du niveau primaire au niveau secondaire; 5) d'assurer un continuum de services durant la période estivale. Les agents de milieu ont monté plusieurs projets dans les écoles et au sein de la communauté, ce qui a permis de développer une gamme d'activités, gratuites ou à faible coût, adaptées aux besoins des jeunes.

VÉRONIQUE MERCIER
Étudiante à la maîtrise en Loisir,
Culture, Tourisme
UQTR

RECHERCHES
sur la famille

L'ÉTHIQUE DE L'INTERVENTION AUPRÈS DES JEUNES

De la logique de prise en charge à une dialectique de la prise en compte

La question de l'éthique de l'intervention auprès des jeunes pose la question des attentes non plus face aux jeunes mais face aux intervenants envers les jeunes. Qu'attend-on de l'intervention sociale auprès des jeunes? L'éthique ne se réduit pas à un guide de conduite en contexte d'intervention. Selon Bourgeault (2004 : 1001), les questions de l'éthique de l'intervention «[...] portent sur les visées de l'action, par-delà les intentions déclarées et les objectifs énoncés dans les politiques, les programmes, les modèles». De plus, l'éthique interroge les résultats non prévus de l'action amenant de nouveaux choix et les conséquences de l'acte, «[...] lequel déjoue toujours dans son déroulement les prévisions de l'acteur ainsi que son plan d'actions» (Bourgeault, 2004 : 101; Mendel, 1998). En effet, aucune pratique ne peut échapper au politique, ni faire l'économie d'un positionnement éthique qui propose une manière de dire et de faire impliquant une manière d'exister ensemble. Ce type de réflexions nous invite à examiner le type d'existence que nous offrent certaines tendances actuelles de l'intervention sociale auprès des jeunes.

Si l'on examine à grands traits certaines tendances actuelles de l'État et de ses institutions, on observe, d'une part, une nette préférence pour l'intégration institutionnelle des services, dont les activités des organismes communautaires jeunesse (ex. : réseau de services intégrés). Depuis plusieurs décennies, ce rapport de l'État envers le communautaire pose d'importantes questions quant au maintien de l'autonomie nécessaire à ces organismes pour instaurer des rapports égaux avec les jeunes et non exclusivement de consommation de services (Parazelli, 2001). Ensuite, on assiste depuis peu à de nouvelles réformes dans les politiques modelant l'orientation de l'intervention auprès des jeunes, dont celle de l'aide sociale, qui sera modifiée de façon à en exclure les jeunes pour les contenir dans un programme spécial. S'ajoute à cette réforme celle des prêts et bourses, lesquelles seront coupées, ce qui appauvrira davantage les jeunes moins favorisés. Ces réformes partagent une orientation commune avec d'autres formes d'intervention sociale, telles que le retour de la discipline en milieu scolaire et le développement de l'approche cognitivo-béaviorale en centres jeunesse. Elles s'inscrivent toutes dans ce que Karsz

(2004) appelle une logique «de prise en charge». Il s'agit, pour les intervenants, de définir ce qui est bon pour les jeunes et de mettre en oeuvre des modes d'intervention qui viseront leur bien-être et le développement de leur autonomie.

Contrairement à la charité, la prise en charge puise sa légitimité à même les savoirs des experts et non des principes de la morale religieuse, quoique dans la réalité, on puisse parfois discerner la présence des deux. En effet, la bienveillance ici n'est pas n'importe laquelle. Les discours d'amélioration du bien-être des jeunes et de leur famille s'inscrivent dans une éthique humaniste se réclamant des meilleures intentions. Il importe de souligner que le problème ne se situe pas au niveau des intentions des intervenant(e)s ou des gestionnaires, mais sur le plan de la pratique qui, plus souvent qu'autrement, exclut de la définition de leur situation les jeunes eux-mêmes en faisant appel aux experts, notamment. Au Canada, cette logique de prise en charge tend à s'imposer comme norme d'intervention auprès des jeunes, à travers les programmes gouvernementaux très influencés par les approches de santé publique. On crée des interventions validées par les experts et souvent conçues par eux pour le bien des jeunes afin que les exclus puissent être réintégrés, les assistés être autonomes, les jeunes mères disposer de compétences parentales, etc. Bourgeault (2004 : 102) qualifie cette orientation de l'intervention d'«imposture», en posant ces deux questions en ce qui regarde non pas les intentions, mais les actes inhérents à la mise en oeuvre des interventions, à savoir «Qui décide? Et comment?» :

On aura beau prétendre, éventuellement de bonne foi, que ces «autres» sont les «premiers intéressés» et que tout est fait, pour eux et à leur service, en fonction de leurs intérêts, en tant que *clients* ou *bénéficiaires* ou *usagers*... et en appréhendant par conséquent leurs besoins en fonction des services que nous avons mission de leur rendre, nous demeurons généralement les premiers intéressés, tirant d'«eux», tels que nous les avons classés en définissant leur situation et leurs besoins, notre raison d'être. Il y a là imposture.

De l'imposture des programmes ciblés

Souvent accompagnés de trousseaux et d'outils qui facilitent, pour les intervenants, l'application d'un modèle en fournissant un mode d'emploi clé en main, les programmes, que l'on qualifie de «ciblés», soulèvent beaucoup d'inquiétude sur le plan éthique. Ces programmes standardisés d'intervention, produits par des experts à partir d'une lecture comportementaliste des problèmes sociaux, évacuent à la fois la question du sens associée aux comportements dits à risque ainsi que les considérations macro-économiques qui modèlent en grande partie la vie sociale des individus. L'un de ces exemples peut être illustré par les programmes de prévention précoce des troubles de comportement des adolescents. Ces pratiques d'intervention ciblent les mères monoparentales jugées à risque de mauvais traitement ou de négligence envers leur nourrisson pour éviter, qu'à l'adolescence, des troubles de comportements apparaissent, risquant ainsi de perpétuer la chaîne de reproduction de ces problèmes au sein d'une autre génération. Par conséquent, ce type de programmes d'intervention préconise la mobilisation de plusieurs intervenants autour des jeunes mères de façon à ce que celles-ci modifient leurs comportements face aux soins donnés à leur enfant (durant les cinq premières années), afin qu'elles acquièrent les bonnes compétences parentales définies par les experts du développement humain (Parazelli et al., 2003). Les intentions ne peuvent être meilleures, mais là n'est pas la question, disions-nous. En fait, dans cette perspective critique, il ne suffit pas d'être responsable de ses intentions, encore faut-il l'être de ses actes.

L'imposture de ce type de programme réside dans le fait que cette intervention de prise en charge des futurs adolescents ne fait pas que d'exclure les jeunes (et leur mère) dans la définition de leur situation, des lieux et des rôles de la planification et de l'intervention dans son déroulement, elle construit littéralement une autre catégorie de jeunes : des *adolescents virtuels*! Catégorisés selon une logique de groupes à risque, ces futurs adolescents appelés à devenir sains sont issus d'une vision positiviste de la science prétendant connaître des lois du développement humain. Celles-ci auto-riseraient des experts à imposer leur

programme d'intervention visant à corriger le destin de jeunes non encore advenus (comme adolescents, il va sans dire). Cet autoritarisme scientifique crée une double imposture : la première consiste à résoudre un problème social qui n'existe pas encore (sauf à l'état de probabilité). La deuxième imposture provient du fait que les experts et les gestionnaires entretiennent l'idée selon laquelle les mères et les jeunes sont les premiers intéressés par ces programmes.

De plus en plus d'intervenants résistent à appliquer tels quels ces programmes où ils sont considérés comme de simples exécutants au service non pas des mères et des jeunes, mais des experts et des gestionnaires de programmes. La logique de la prise en charge entre aussi en contradiction avec le message sociétal exhortant les jeunes, comme les moins jeunes d'ailleurs, à être autonomes le plus rapidement et pleinement possible. Face à ce type de programmes d'intervention, comment les jeunes peuvent-ils garder la maîtrise de leur propre vie lorsque ceux-ci ont non seulement à se définir face au modèle dominant de la société de consommation, mais aussi face à l'impératif de se définir eux-mêmes en étant le plus autonomes possible?

De l'imposture de la sécurité publique

Un autre exemple de l'imposture de la prise en charge réside dans les interventions visant l'augmentation du sentiment de sécurité publique face aux dangers potentiels que peuvent représenter des jeunes. Les couvre-feux imposés dans certaines municipalités, dont celle d'Huntingdon, les caméras de surveillance et les pratiques de «profilage juvénile» dans les parcs visent formellement l'augmentation d'un sentiment de sécurité au sein de la population face aux formes diverses d'incivilités et d'insécurité. Ici aussi, le jeu des catégorisations et des définitions fait en sorte de construire la zone d'exclusion pour les individus correspondant au groupe ciblé par l'intervention : les jeunes eux-mêmes. On construit non seulement l'exclusion au nom de l'inclusion, mais l'on entretient aussi l'insécurité au nom de la sécurité (en instituant l'insécurité dans une réglementation). En effet, la présence des caméras fait planer le doute que la menace est appréhendée et que, si un jeune est aperçu après 21 heures dans l'espace public, c'est qu'il doit être un délinquant ou à tout le moins suspect. Comment résister à définir le bonheur des jeunes pour leur bien?

La dialectique de la prise en compte

Lorsque l'éthique de l'intervention sociale nous convie à examiner les modes d'existence induits par les actions posées, nous sommes alors placés devant des choix à faire sur le plan politique, notamment. Des modèles de normalité sont souvent mobilisés pour affirmer des idéologies, des visions du monde social que l'on privilégie. Est-il possible de discuter de ces modèles avec les jeunes, de façon à prendre en compte leur propre vision des choses à leur sujet et au sujet de la société? Étant donné l'impossibilité pour chacun de se garder d'adopter une position spécifique, est-il alors possible d'adopter une position qui fasse en sorte que les jeunes puissent aussi adopter la leur? S'interrogeant sur les finalités du travail social, Karsz (2004) avance l'idée d'une «dialectique de la prise en compte». Prendre en compte les savoirs, les engagements et les désirs des individus impliqués (jeunes, intervenants, gestionnaires et experts) dans un processus d'intervention pourrait nous permettre de sortir d'une logique de prise en charge qui nourrit les impostures sur le plan éthique.

Cet auteur distingue trois registres animant la prise en compte de l'«autre» dans l'intervention : «Le registre théorique pose la question du savoir, le registre idéologique la question de l'engagement, le registre subjectif, celle des investissements conscients et des configurations inconscientes» (Karsz, 2004 : 138). Dans le contexte de l'intervention auprès des jeunes, prendre en compte ne vise pas à corriger des comportements à risque, mais à négocier avec les jeunes les balises de ce temps de vie qu'est la jeunesse. C'est d'ailleurs ce que bon nombre d'organismes communautaires jeunesse autonomes tentent de faire, malgré les obstacles grandissants menaçant leur autonomie d'action.

Rappelons-le, les jeunes dits en difficulté ou les jeunes marginaux sont déjà engagés dans des processus de prise en charge d'eux-mêmes, à travers des pratiques multiples pas toujours compatibles en effet avec les valeurs centrales. Les juger «inadaptés» ne favorise en rien les ponts entre adultes et jeunes (Parazelli, 2002). Par contre, prendre en compte leurs efforts pour construire leur place sociale et le sens qu'ils attribuent à leur vie et à leurs problèmes peut être l'amorce d'un travail commun, avec les jeunes, en visant non pas leur adaptation mais leur émancipation. Il ne suffit pas non plus de connaître les valeurs des jeunes pour

prendre en compte leurs désirs : c'est surtout dans l'épreuve de l'action en cours que l'intervenant peut pleinement en assumer la responsabilité.

Dans cette perspective d'intervention beaucoup moins simpliste que la logique sécurisante de la prise en charge, Bourgeault et Karsz invitent les intervenants à développer leur tolérance à l'ambiguïté et à apprivoiser l'incertitude nécessaire à l'exercice même de la prise en compte dans un processus d'intervention. Cette approche, moins spectaculaire qu'une programmation pan nationale, a au moins le mérite de faire face aux enjeux actuels de l'intervention sociale de façon démocratique.

MICHEL PARAZELLI

Professeur

École de travail social (UQAM)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bourgeault, G. (2004) «L'intervention sociale comme entreprise de normalisation et de moralisation. Peut-il en être autrement? À quelles conditions?», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, no 2, p. 92-124.

Karsz, S. (2004) *Pourquoi le travail social? Définitions, figures, clinique*, Paris, Dunod.

Mendel, G. (1998) *L'acte est une aventure; du sujet métaphysique au sujet de l'actepouvoir*, Paris, Éditions La Découverte.

Parazelli, M., Hébert, J., Huot, F., Bourgon, M., Laurin, C., Gélinas, C., Gagnon, S., Lévesque, S. et M. Rhéaume (2003) «Les programmes de prévention précoce. Fondements théoriques et pièges démocratiques», *Service Social*, vol. 50, p. 81-121.

Parazelli, M. (2002) *La rue attractive. Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

Parazelli, M. (2001) «Dissonances politiques de la reconnaissance de l'action communautaire autonome», *L'Action Nationale*, LCL, XCI, p. 19-41.

L'ÉTHIQUE DE L'INTERVENTION AUPRÈS DES JEUNES

Éthique et travail de rue

Pourquoi le travail de rue? Malgré le grand nombre de ressources offrant des services de toutes sortes, plusieurs personnes ne les utilisent pas. On constate du même soufflé que ce sont souvent ces mêmes personnes qui en auraient le plus besoin. Méfiance, mauvaises expériences et méconnaissance sont les sentiments que ressentent les exclus, les marginaux, face aux institutions et autres organismes. De même, ce sont aussi les sentiments partagés par les intervenants de ces ressources face aux exclus. Le travailleur de rue devra donc aller vers ces personnes (toxicomanes, prostituées, individus ayant des problèmes de santé mentale laissés seuls, jeunes, exclus), en créant, simplement, un lien de confiance. Indispensable, ce lien sera à la base de tout le reste, à la base d'une relation saine, libre et constructive. Le but en sera d'améliorer les conditions de vie de la personne, de diminuer sa vulnérabilité et ce, en créant le pont entre la marge et l'institution. Le travailleur de rue devra donc être en mesure de conscientiser, de sensibiliser, d'informer, de prévenir, d'accompagner et de référer et ce, dans une approche de réduction des méfaits.

Concepts éthiques de l'approche du travail de rue

L'accompagnement

Le lien de confiance se construit avec le temps, avec les expériences partagées. C'est à travers une marche dans la tempête de neige ou autour d'un bon café au resto du coin que l'on développe cette relation significative, réciproque et égalitaire, qui prend tout son sens dans le quotidien, dans le geste ordinaire. La trajectoire de vie de chacun est totalement respectée et c'est dans celle-ci que le travailleur de rue s'insérera, si l'autre lui donne une place. L'accompagnement passera par un vécu partagé, par une gamme d'émotions provenant du plus grand succès aux pires échecs, de la thérapie à la rechute, de la prison à la liberté, de la souffrance à la libération. Parfois, le seul lien informel positif avec le système, parfois la seule relation sans dope, ni sexe, ni argent, l'accompagnement est d'une importance sans mesure.

L'autodétermination

La prise en charge et le paternalisme sont choses à éviter pour le travailleur de rue. Le but étant d'amener la personne rencontrée à diminuer sa vulnérabilité par l'affirmation de sa propre autonomie et de la laisser prendre ses propres décisions, quitte à l'accompagner dans sa descente aux enfers. Le travailleur de rue y sera par contre aussi au moment où elle remontera à la surface. Ceci permet à la personne de s'approprier ses décisions, d'en mesurer les impacts et d'en subir certaines conséquences qui, par la suite, la motivera au changement, à améliorer ses conditions de vie. Cela passe, aussi, par le développement du processus de résolutions de problèmes qui amènera la personne à prendre des décisions plus éclairées et qui, du même coup, diminuera son incidence au cycle d'assuétude et/ou au suicide. L'individu reprend donc pouvoir sur ses choix, sur sa vie. Il est maître chez lui.

La coresponsabilisation

D'une part, chaque individu est responsable de sa personne et doit veiller à répondre à ses propres besoins. Par contre, pour plusieurs personnes, le niveau de responsabilité est moindre, parce que plus vulnérables, parce que moins conscientes : la communauté a le devoir de rétablir, autant que possible, cette injustice. De ce fait, la collectivité a sa part de responsabilités. Les exclus ressentent souvent un fort sentiment de rejet provenant de ce manque de lien entre la collectivité désengagée, souvent méprisante, et la marge. À ce moment, le lien social se fragilise, se brise, et le marginal n'a plus sa place, n'a plus d'utilité. Combien m'ont partagé cet état de vide, ce sentiment de néant qui fait de la vie une errance sans but, sans racine? Combien veulent mettre fin à cette vie?

Le travailleur de rue devra pénétrer la marge et la technocratie afin de créer un pont entre ces individus et la société, pour recréer ce lien à la communauté qui s'avère indispensable à l'épanouissement de tout être humain. L'organisme de travail de rue, quant à lui, tentera de nouer des partenariats avec différents niveaux d'instances, afin de maximiser les possibilités. À

ce moment, des projets de toutes sortes, provenant directement des idées, désirs et besoins des gens rencontrés, pourront naître. En ce qui nous concerne, un centre de jour (lieu de discussion avec travailleur de milieu) ainsi qu'un projet de vitraux portant sur l'histoire de Trois-Rivières ont pris forme et sont venus justement recréer un lien à la communauté.

L'efficacité

Les besoins sont immenses, les ressources restreintes, les travailleurs de rue sont rares. On se doit donc de maximiser notre portée. En ciblant les besoins prioritaires des villes et des quartiers, en respectant autant que possible ces priorités, tout en restant ouvert à toutes éventualités, le travailleur de rue se doit d'être là où on a le plus besoin de lui. Aussi, afin de garder la tête froide face à sa pratique, une supervision s'avère nécessaire, pour lui permettre de s'exprimer sur ce qu'il vit et parfois de s'ajuster.

Dangerosité éthique

Le travailleur de rue travaille habituellement seul. Il a une équipe de travail, une coordination et une supervision mais est seul sur le terrain. Au moment d'une situation de crise, il doit rapidement prendre des décisions, souvent très importantes et ce, sans support particulier. Le jugement de l'intervenant est donc mis à rude épreuve et amène une panoplie de questions et de situations risquées à l'éthique. D'autant plus qu'il navigue dans la zone grise, cet espace entre le légal et le moral, entre le formel et l'informel, entre la marge et la technocratie.

Le lien de confiance sur lequel repose le travail de rue est à double tranchant. D'un côté, il est à la base de la relation, l'assise d'une future actualisation, mais peut rapidement devenir la base d'une relation trouble, ambiguë. La demoiselle qui a souvent eu des conjoints violents et qui tombe soudainement sur ce gentil travailleur de rue, toujours à l'écoute et souriant, peut vouloir intensifier la relation, développer un sentiment amoureux (réel ou non) avec lui. L'amitié est aussi difficile à gérer, la personne rencontrée vit souvent de la solitude, de l'incompréhension ou doit changer de

réseau social, ce qui l'amène à vouloir développer une amitié. Il est donc important de clarifier la relation et les attentes de la personne rencontrée.

Le fait d'accompagner la personne dans la marge nous permet, en quelque sorte, d'en faire partie, de s'y accoter. Nous sommes donc sur place, avec eux, à partager des expériences, à vivre des émotions. Ceci amène un niveau d'implication assez élevé, qui demande beaucoup de recul. Ceci dit, la réalité nous rattrape et nous bouleverse : je suis là quand un policier crie à pleine tête à un jeune de 15 ans que c'est un trou de cul; je suis là quand 30 policiers blindés attaquent dans le parc un groupe de jeunes sortant des funérailles de leur ami suicidé; je suis là quand les passants crachent sur eux; je suis là quand ils pleurent, quand ils sourient, quand ils crient, se battent et se réconcilient; je suis là! Tout ceci nous fait donc vivre et partager des sentiments qui nous chavirent, qui nous portent à crier nous-mêmes notre indignation, à crier à l'injustice. Beau piège que de perdre les pédales! Les émotions partagées doivent être gérées par le travailleur de rue et peuvent même servir de modèle de gestion d'émotions pour les autres.

Les conséquences négatives de certains choix sont des moteurs de motivation au change-

ment. Il est donc important que l'individu assume ses décisions, pour qu'il puisse progresser vers une plus grande qualité de vie. Suite à ce constat, on se demande jusqu'où aider sans nuire. Dois-je lui donner de la nourriture? Ce pain et ces légumes vont-ils l'aider ou plutôt lui permettre de garder son argent pour de la drogue? L'équilibre n'est pas toujours facile à trouver, mais il est nécessaire. Autre situation : un homme me dit vouloir arrêter de consommer par injection, au bout d'une longue relation d'aide. À la fin de la rencontre, il me demande quelques seringues. En sachant que ces «flûtes» risquent de lui donner le goût de reconsommer, il est difficile de les lui donner. Par contre, sans elles, en situation de rechute, il pourrait contracter une infection transmise sexuellement et par le sang (ITSS).

Lorsque je transporte quelqu'un en auto, a-t-il de la drogue sur lui? Est-ce qu'il m'utilise à des fins de trafic? Puisque ces gens développent (ce n'est pas intrinsèque) des mécanismes de survie tels que la manipulation et le mensonge, il est souvent difficile de discerner la vérité, la bonne foi, du mensonge. Difficile pour le lien de confiance. Une prostituée meurt du sida sans que personne ne sache qu'elle en était atteinte. En sachant qu'elle a eu des relations sexuelles avec plusieurs clients, devrait-on

avertir ces hommes, qui ont peut-être femmes et enfants? Un couple maltraite leur enfant, et la situation mérite un signalement à la protection de la jeunesse. Le couple ne veut pas d'aide et essaie de me cacher la situation. Dois-je faire un signalement, au risque de perdre mon lien avec eux, peut-être le seul lien positif avec une ressource? Est-ce que les intervenants de la DPJ vont bien faire leur travail? Vont-ils reconnaître mon rôle?

Toutes ces situations sont réelles, et ce genre de questionnement se pose régulièrement. Parfois en équipe, parfois seul, le travailleur de rue est confronté à une multitude de situations de danger éthique. Parfois, les réponses sont d'ordre légal, d'autres fois d'ordre moral. Mais n'oublions pas que la réalité est là, toujours prête à bouleverser nos décisions et nos valeurs. L'organisme de travail de rue doit donc s'entourer de gens compétents, ayant du jugement et des expertises qui pourront, au besoin, aider les travailleurs de rue à faire des choix éclairés et, du même coup, enlever un peu de poids de leurs épaules.

STÉPHANE DUBÉ
Travailleur de rue
Point de rue, Trois-Rivières

RECENSION

Adolescentes et mères. Histoires de maternité précoce et soutien du réseau social

CHARBONNEAU, JOHANNE (2003), STE-FOY, PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 273 P.

Vivre une maternité à l'adolescence, est-ce un problème social dans le Québec d'aujourd'hui? Que nous révèle le point de vue des jeunes mères sur leur trajectoire familiale? Voilà les deux interrogations qui ont guidé l'enquête effectuée par la chercheuse Johanne Charbonneau auprès de jeunes femmes engagées tôt dans le rôle de mère. L'auteure est politologue et spécialisée dans les questions portant sur les réseaux sociaux, les liens familiaux et les modalités d'entrée dans l'âge adulte. Si elle relate, dans l'ouvrage *Adolescentes et mères* (publié dans l'excellente

collection *Sociétés, cultures et santé*, aux Presses de l'Université Laval), des tranches de vie de ces histoires de maternité précoce, Charbonneau invite surtout à poser un regard autre sur les maternités adolescentes, sans angélisme ni anathème.

Au cours de la période 1996-1997, trente-deux jeunes femmes de la région de la Montérégie¹ ayant eu un enfant entre les âges de 14 et 19 ans ont été rencontrées, en entrevues individuelles semi-dirigées. Certaines avaient été reçues dans un Centre jeunesse, d'autres

non. Au moment des entrevues, ces mères avaient entre 19 et 34 ans, les périodes retenues entre l'accouchement et l'enquête s'échelonnant de 4 ans à 17 ans. Le profil des jeunes femmes rencontrées, au-delà de la diversité des parcours individuels, rend compte de deux catégories d'expériences sociales qu'elles ont en commun. Ainsi, pour la majorité d'entre elles, «plusieurs événements ont caractérisé leur enfance», tels la rupture conjugale des parents, les placements en structure d'accueil public et les déménagements fréquents. L'instabilité résidentielle

Adolescentes et mères. Histoires de maternité précoce et soutien du réseau social

semble être très présente également dans leur propre cycle familial. Ensuite, elles «sont peu scolarisées en général», ne sont pas retournées à l'école après la naissance de leur enfant et leurs expériences de travail sont courtes, dans des emplois rarement qualifiés, le tiers d'entre elles n'ayant jamais occupé un emploi salarié (p. 59). Le corpus d'enquête, qui est non représentatif, il va sans dire, s'appuie sur la technique de l'échantillon par saturation qui permet une compréhension approfondie et subtile du sujet.

D'emblée, la chercheuse critique le débat idéologique qui sépare les deux positions ayant cours auprès des théoriciens et des intervenants sociaux. Une partie d'entre eux conçoit la maternité adolescente comme le choix individuel de jeunes femmes qui font preuve de maturité et de responsabilité en gardant l'enfant issu d'une grossesse imprévue. Un autre groupe voit plutôt la maternité précoce comme un problème social qui mène à l'exclusion et à l'appauvrissement des jeunes filles et de leurs enfants, ces derniers devenant des enfants «à risque». Johanne Charbonneau n'adhère pas du tout à ces deux visions, qui cantonnent les adolescentes dans des positions univoques. Elle cherche donc à montrer les variables tant relationnelles que sociales qui interviennent dans le choix de garder l'enfant et qui marquent le parcours familial qui s'ensuit. Comment le réseau familial (mère et conjoint, plus particulièrement) de l'adolescente influence-t-il le choix de la maternité? Comment participe-t-il à son accomplissement, de gré ou forcé par les événements?

Pour Charbonneau, il faut reconnaître que les adolescentes entrent dans la maternité selon deux caractéristiques propres à ce temps de vie. D'abord, elles sont dépendantes de leur famille d'origine pour ce qui concerne leurs conditions de vie quotidienne, n'étant pas encore véritablement engagées dans un processus d'autonomie et d'indépendance. Dans ce contexte, il est clair alors qu'elles auront à négocier le partage des responsabilités parentales avec les membres de leur entourage. La mère de la jeune fille représente à ce titre une actrice incontournable dans sa démarche, à moins que cette dernière ne soit en rupture avec sa famille d'origine. Alors, le réseau des amis

peut prendre le relais, mais il est toujours moins fiable, plus précaire dans la durée. Puis, ces jeunes filles vivent tournées vers le temps présent, sont plutôt indécises et expriment parfois de la naïveté face à leur avenir. Ce sont des traits de comportement normalement liés à l'adolescence comme période de développement des personnes. On peut résumer ainsi la trajectoire familiale de la mère adolescente : teintée d'un puissant désir d'autonomie, elle sera vécue dans la dépendance économique soit à la famille d'origine, soit au conjoint s'il est présent, soit aux ressources de l'État. Comme le souligne la sociologue Agnès Pitrou, qui signe la préface de l'ouvrage, cette dépendance économique s'avère dramatique lorsque la personne n'a pas de contrôle sur l'évolution des ressources.

L'analyse des résultats obtenus dans le cadre de cette étude de sociologie compréhensive, si elle ne débouche pas directement sur des pistes concrètes d'intervention, apporte néanmoins un éclairage nouveau et une vigoureuse contribution à la compréhension du phénomène social. Johanne Charbonneau remet en question les postulats de l'individu libre, rationnel et indépendant qui s'appliqueraient à ces jeunes femmes choisissant en toute liberté de garder ou non l'enfant à naître. Elle affirme que le réseau social de la jeune mère est partie prenante du choix effectué, qu'il influence la prise de décision et en supporte les conséquences. Pour l'auteure, il s'agit de prendre en compte le caractère relationnel du problème et de «valoriser directement la participation de l'entourage à la décision de la maternité (p.220).»

Méconnaître cette réalité conduit à maintenir une approche individualiste dans l'intervention sociale. Divers jugements de valeurs qui se posent à travers ce prisme sont réfutés par les données de l'enquête. Par exemple, selon l'auteure, les jeunes mères n'abusent pas des ressources étatiques, elles cherchent davantage à les éviter et les sous-utilisent le plus souvent dans leur recherche d'autonomie à tout prix. Non, elles ne planifient pas d'avoir un enfant pour avoir accès à l'aide de l'État, mais oui, elles conçoivent la maternité comme un projet de carrière. Pour ces jeunes filles, avoir un enfant comble un besoin relationnel plus puissant que le confort et les ressources

qu'apporterait une double carrière de travailleuse et de mère. En somme, il semble que «(...) le projet de carrière maternelle soit simplement le vrai projet de vie de ces jeunes femmes (...) il y a aussi derrière ce projet un appel de lien et d'affection que ne pourra jamais combler un projet scolaire et professionnel (p. 219)».

Ce rapport de recherche est passionnant à lire pour la réflexion que l'auteure impose face à plusieurs lieux communs sur les mères adolescentes. Bien rédigé, dans un langage scientifique efficace, insérant un sommaire à la fin de chacun des huit chapitres, il informe et explique la réalité de ces adolescentes en suscitant au passage un bénéfique débat. À quoi s'attendre de l'évolution des grossesses chez les adolescentes? Même si le taux est faible, leur nombre va en augmentant et c'est surtout l'accroissement de la part des maternités précoces dans l'ensemble des naissances au Québec qui se démarque. Johanne Charbonneau reformule sa question de départ ainsi : existe-t-il, entre une adolescente et une femme plus âgée, une manière différente de s'engager dans la maternité? Cette manière différente n'est-elle synonyme que de problèmes pour la société et la jeune mère? Entre le projet souvent non réfléchi d'adolescentes qui mettent au monde des enfants dont la société québécoise désire fortement la venue, et le projet réfléchi de femmes passées la trentaine qui refusent la venue des enfants, menant à terme à la dénatalité, où se situe le véritable problème social?

MARIE-THÉRÈSE LACOURSE
Professeure
Cégep François-Xavier-Garneau

NOTE

¹ L'enquête a été réalisée dans le cadre d'une association de recherche avec les Centres jeunesse de la Montérégie.

Les jeunes et leurs loisirs en France

LANGOUËT, GABRIEL (SOUS LA DIRECTION DE) (2004), PARIS, HACHETTE, 208 P.

Cet ouvrage représente la dernière contribution annuelle de l'Observatoire de l'enfance en France. Cet observatoire, dirigé par Gabriel Langouët, a aussi publié, notamment, *Les nouvelles familles en France* (1998), *Les jeunes et les médias* (2000) et *Les jeunes et la santé* (2001). Chacune de ces publications annuelles offre d'abord un panorama descriptif sur le sujet traité, à l'aide des plus récentes données, sinon à partir de sondages originaux. Concernant le présent ouvrage, les deux premières parties font état des résultats d'un sondage mené

auprès de plus de 1 200 lycéens. Comme on peut s'en douter, les jeunes français ne diffèrent pas de la jeunesse du monde, puisque les sorties, le cinéma, les médias en général et le sport constituent la dominante de leurs loisirs quotidiens. Le loisir représente, pour la majorité des jeunes, un temps d'évasion. Toutefois, pour le tiers d'entre eux, c'est aussi un temps d'apprentissage et de formation. La troisième partie fait écho aux analyses et réflexions de sociologues et pédagogues. Retenons, comme l'écrit Joël Zaffran, que

certaines activités peuvent être considérées comme des *loisirs semi-scolaires*, d'autres comme *un temps à soi* ou encore *un temps des copains*. La dynamique des rapports entre le temps libre et l'école obéit à des logiques de parcours scolaires (ou d'échecs), sur fond de trame familiale. Une dernière partie, enfin, présente quelques exemples d'action publique en faveur des adolescents (foires du livres, maisons de jeunes, etc.). On peut consulter le site de l'Observatoire à l'adresse suivante : www.observatoiredeenfance.org.

Les loisirs culturels des 6-14 ans

OCTOBRE, SYLVIE (2004), PARIS, LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, 429 P.

Plus substantiel, et mené avec beaucoup plus de moyens, cet ouvrage présente un portrait descriptif très détaillé, à partir d'un sondage représentatif des 6-14 ans en France (un échantillon de plus de 3 000 jeunes). Le cadre d'analyse est celui des grandes enquêtes de participation culturelle, l'idée étant que si l'on dispose de nombreuses données sur la population adulte, les jeunes de moins de 15 ans nous sont encore largement inconnus à ce chapitre. Autour des thèmes tels que les hobbies des 6-14 ans et la hiérarchie de leurs activités de loisir, l'omniprésence des médias audiovisuels, l'évolution des habitudes de

lecture, l'essor des pratiques en amateur et la fréquentation des équipements culturels, on y distingue, en conclusion, les «univers culturels» chez les jeunes. On peut y reconnaître les exclus (minoritaires), les consommateurs exclusifs de musique, les impliqués dans les loisirs culturels et sportifs, dans les médias traditionnels et les ordinateurs, ou encore dans les pratiques en amateur. «Au terme de cette présentation des attitudes des 6-14 ans à l'égard de la culture, il apparaît difficile d'affirmer que l'adolescence est une "crise", une rupture, notamment par rapport à l'univers familial. Globalement, l'adolescence apparaît plutôt comme un moment de

choix identitaire, qui opère des variantes générationnelles sur des schémas largement intergénérationnels. Les comportements culturels des moins de 15 ans ressemblent à ceux de leurs parents, avec les variations que suppose le passage des générations, notamment en matière de nouveaux médias» (p. 379). Un projet que je mène présentement sur le même sujet, auprès des jeunes de 9 à 13 ans devrait, à terme, permettre de confirmer ou d'infirmer ces propos. Mais tout indique que *la jeunesse du monde* se ressemble, par-delà les différences culturelles.

Ce que nous savons des jeunes

PUGEAULT-CICHELLI, C., V. CICHELLI ET T. RAGI (SOUS LA DIRECTION) (2004), PARIS, PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 228 P.

Le titre est ambitieux, le regard se veut critique. D'emblée, une introduction rétrospective rappelle que le regard sur les jeunes a été et est encore teinté de moralisme, et qu'il obéit parfois à des logiques institutionnelles plutôt qu'à des impératifs de recherche. On distingue «trois modes d'appréhension» de la jeunesse : 1) l'approche par les appartenances; 2) l'approche par les marginalités; 3) l'approche par la participation. Chacune d'elles fait l'objet d'une section : il s'agit d'un collectif en treize chapitres, forcément inégaux.

Appartenances, écrit-on, à savoir une culture «jeunes» plus ou moins spécifique, des processus de construction identitaire via l'importance de la sociabilité et les groupes d'amis, la

présence malgré tout de liens intergénérationnels. *Marginalités*, c'est-à-dire conduites à risque, violence, précarité, jeunes de la rue. *Participation*, soit identité fragile, citoyenneté, milieu de vie, multiples appartenances culturelles.

En conclusion, on rappelle l'ambivalence de la sociologie de la jeunesse. Trop centrée uniquement sur les jeunes, elle risque de construire un objet artificiel. Ou encore trop «adulto-centrée», c'est le terme employé, «le regard des experts se nourrit de leur position dans le cycle de vie». Affirmant que la sociologie de la jeunesse est encore une sociologie implicite de la vie adulte, l'adulte servant de référent à un processus de maturation sociale, les directeurs

de cet ouvrage rappellent cette contrainte et invitent à une réflexion sur les procédures de comparaison entre les jeunes et les adultes. Les rapports différents des uns et des autres aux transformations sociales, la redéfinition des rapports à la vie professionnelle, l'ambiguïté de la notion de *classe d'âge* et son possible remplacement par l'étude des parcours individuels et sociaux tout au long du cycle de vie ainsi que la superposition de traits communs sont autant de pistes possibles qui sont évoquées. Signalons au passage quelques contributions de chercheurs d'ici, dont celles de Michel Parazelli et de Marc Molgat.

GILLES PRONOVOST

Observatoire Jeunes et Société

Constituante de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) depuis 1998, date de sa création, l'Observatoire Jeunes et Société (OJS) repose sur une longue tradition de recherche sur les jeunes, via l'intégration de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC) à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société. Les objectifs de l'Observatoire sont les suivants : 1) Participer au développement du champ de recherche sur les jeunes à l'âge des transitions (15-30 ans), par l'élaboration de projets de recherche interdisciplinaires basés sur des enquêtes empiriques; 2) Former une expertise dans le champ de recherche sur les jeunes; 3) Recueillir et analyser de l'information sur les jeunes en tenant compte de leur diversité et en établissant des comparaisons aux niveaux local, national et international; 4) Diffuser, auprès d'un large public, les connaissances produites par ses membres, de même que les informations recueillies dans le cadre d'une veille documentaire (site Web de l'OJS, section «Statuts; objectifs»).

Ses principaux axes de recherche sont l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (formation de la famille, rapport au travail, participation sociale et civique, etc.), ainsi que leur rapport à l'espace (migration, immigration, sentiment d'appartenance) et à la culture (pratiques culturelles, valeurs, croyances, etc.). Ici, «la jeunesse correspond à la période qui s'étend de l'adolescence jusqu'à l'âge adulte, caractérisé [...] par l'autonomie économique, résidentielle et affective» (site Web, «Orientation théorique»). Les chercheurs affiliés à ce centre considèrent les jeunes «non pas comme des membres passifs de la vie en société, mais comme à l'avant-garde des actions qui engagent l'avenir» (*Idem*).

Le Site de l'Observatoire (www.obsjeunes.qc.ca) fait le point sur les projets en cours ou terminés, de même que sur les publications des membres, des chercheurs provenant de diverses universités québécoises et européennes : on peut y télécharger plusieurs rapports et documents. On y retrouve également une veille documentaire et statistique, avec moteur de recherche, de même que plusieurs hyperliens renvoyant vers d'autres organismes ayant la jeunesse soit comme sujet d'intervention, soit comme sujet de recherche. Pour toute question concernant ce site : obs.jeunes@inrs-ucs.uquebec.ca.

Conseil permanent de la jeunesse

Le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) a été institué en 1985, au sortir du Sommet de la jeunesse, à la demande des jeunes eux-mêmes. Il a comme mandat «de conseiller le ministre responsable de la jeunesse sur toute question qui s'y rapporte, notamment en ce qui a trait à la solidarité entre les générations ainsi qu'à l'ouverture au pluralisme et au rapprochement interculturel» (CPJ, *L'histoire du Conseil permanent de la jeunesse. Tout ou presque sur les 15 ans du CPJ*, p. 7). Il est dit que cet organisme «peut formuler des avis au ministre; effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu'il juge nécessaires à l'exercice de sa fonction; solliciter des opinions ou recevoir les requêtes des personnes et des groupes au sujet de la jeunesse; fournir de l'information au public sur toute question relative aux besoins et aux intérêts de la jeunesse et enfin, former des comités spéciaux» (*Idem*). Le CPJ fait aussi en sorte que le gouvernement donne suite aux avis qu'il publie.

Les dossiers du Conseil sont en lien, directement ou indirectement, avec toutes les problématiques qui peuvent toucher la jeunesse, entre autres : l'emploi, la réglementation du travail et le développement de la main-d'oeuvre; l'éducation, la culture; la formation professionnelle; la politique jeunesse; la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion sociale; la santé et les services sociaux; les conditions économiques des étudiants (aide financière); les droits des jeunes; l'accès à la fonction publique; la famille et les relations intergénérationnelles et l'exode des jeunes.

Le site Web du Conseil permanent de la jeunesse (www.cpj.gouv.qc.ca) comprend une section «Publications», où l'on peut consulter, en format PDF, de nombreux documents édités par le CPJ, tels que ceux-ci, tous publiés en 2004 : *Québec 2018 : idées et projets pour demain*, *Les jeunes en centres jeunesse prennent la parole (rapport final)*, *L'histoire du Conseil permanent de la jeunesse*, *Remixer la Cité : la participation citoyenne des jeunes issus de l'immigration et des minorités visibles* et *Pour donner un coup de jeunesse aux régions*. Les numéros du bulletin d'information de l'organisation, Le Rouage, sont également téléchargeables. Dénomination qui rappelle le nouveau slogan du Conseil : «La jeunesse est un rouage essentiel à la société québécoise!».

Un «Répertoire des organismes» oeuvrant à défendre les besoins des jeunes dans divers domaines (social, loisir, éducation, travail, politique, culture), des «Statistiques sur la jeunesse» (démographie, conditions économiques, éducation, santé et bien-être), un «Forum de discussion» et une liste de «Liens utiles» d'organismes, tant communautaires que gouvernementaux, complètent le site. Sans oublier la section réservée aux inscriptions à la liste de diffusion électronique : toute personne qui en fait la demande, en ligne, peut être intégrée à cette liste, et ainsi recevoir, outre les bulletins d'information et les communiqués de presse émis par le CPJ, des informations à jour concernant le secteur «jeunesse».

ÉLIZABETH COUTU

Agente de recherche et de communication



est le bulletin de recherche du Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec. Le Conseil a pour mission de promouvoir la recherche sur la famille et de contribuer à la diffusion et à la mise en application de ses résultats dans les milieux de pratique.

Éditeur

Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec (CDRFQ)

80, chemin du Passage, suite 340

Trois-Rivières (Québec) G8T 2M2

Tél. : (819) 373-3300

Site Internet : www.uqtr.ca/cdrfq

Courriel : cdrfq@bellnet.ca

Comité exécutif

Jean-Pierre Lamoureux, président

Yves Cossette, vice-président

Laurent Roy, secrétaire

Manon Bourbeau, trésorière

Gilles Pronovost, directeur général

Comité des communications

Manon Bourbeau

Yves Cossette

Élizabeth Coutu

Carl Lacharité

Marie-Thérèse Lacourse

Ruth Laliberté-Marchand

Jean-Pierre Lamoureux

Gilles Pronovost

Coordination

Élizabeth Coutu, agente de recherche et de communication

Graphisme

Lucile Baril

Imprimerie

Imprimerie Trifluvienne

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN : 1481-0271